

Russie/Tchéchénie : conséquences du refus de servir

Renseignement de l'analyse-pays de l'OSAR

Berne, le 31 août 2023

Impressum

Editeur

Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR)
Case postale, 3001 Berne
Tél. 031 370 75 75
Fax 031 370 75 00
Courriel : info@osar.ch
Internet : www.osar.ch
CCP dons : 10-10000-5

Version disponible en français et allemand

COPYRIGHT

© 2023 Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR), Berne

Copies et impressions autorisées sous réserve de la mention de la source

Sommaire

1	Introduction.....	4
2	Le service militaire obligatoire en Russie	4
2.1	Processus de recrutement.....	4
2.2	L'objection de conscience et le service civil alternatif	6
3	Recrutement forcé en Tchétchénie	7
4	Conséquences d'un refus de servir	9
4.1	Sanctions légales pour les personnes conscrites	9
4.2	Sanctions légales pour les personnes mobilisées	11
4.3	Conséquences informelles du refus de servir	11
5	Application des sanctions légales contre les personnes qui refusent de servir	14
6	Risques au retour en Tchétchénie pour les personnes déboutées de l'asile ou recherchées	15
7	Sources:	16

Ce rapport repose sur des renseignements d'expert-e-s et sur les propres recherches de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR). Conformément aux standards COI, l'OSAR fonde ses recherches sur des sources accessibles publiquement. Lorsque les informations obtenues dans le temps imparti sont insuffisantes, elle fait appel à des expert-e-s. L'OSAR documente ses sources de manière transparente et traçable, mais peut toutefois décider de les anonymiser, afin de garantir la protection de ses contacts.

1 Introduction

Les questions suivantes sont tirées d'une demande adressée à l'analyse-pays de l'OSAR :

1. Quelles sont les méthodes de recrutement au service militaire utilisées dans la République russe de Tchétchénie ? Les hommes en âge de servir sont-ils recrutés de force ?
2. Quelles sont les conséquences légales et informelles d'un refus de servir dans la République russe de Tchétchénie ?
3. Des complications dans l'accès à un traitement pour un enfant atteint de cancer sont-elles à craindre si le père de cet enfant ne répond pas à une convocation pour le service militaire et quitte le pays ?

L'analyse-pays de l'OSAR observe les développements dans la Fédération de Russie depuis plusieurs années.¹ Sur la base de ses propres recherches ainsi que de renseignements transmis par des expert-e-s externes, elle apporte les réponses suivantes aux questions ci-dessus.

2 Le service militaire obligatoire en Russie

Service militaire obligatoire d'un an pour les hommes âgés de 18 à 27 ans. Dès janvier 2024, l'âge maximum passera de 27 à 30 ans. Le service militaire obligatoire d'un an s'applique à tous les hommes russes âgés de 18 à 27 ans (EUAA, décembre 2022). *The Guardian* rapporte qu'à la fin du mois de juillet 2023, le Parlement russe a voté une loi qui relève l'âge maximum de la conscription, qui ainsi passe de 27 à 30 ans. Cette loi entrera en vigueur en janvier 2024 (*The Guardian*, 26 juillet 2023). Selon l'*Agence de l'Union européenne pour l'asile* (EUAA), le nombre d'hommes qui pouvaient être appelés à effectuer leur service militaire était jusqu'à présent estimé à 1,2 million par an. Environ la moitié d'entre eux ont reçu un avis de conscription les invitant à se présenter à un bureau de recrutement local. Les hommes soumis au service militaire obligatoire doivent informer le bureau de recrutement local de leur lieu de résidence et de tout changement de celui-ci. A la fin du service militaire obligatoire, les anciens conscrits sont enregistrés dans la réserve (EUAA, décembre 2022).

2.1 Processus de recrutement

Premier enregistrement militaire avec test médical dès l'âge de 16-17 ans. Selon l'EUAA, avant d'être appelés au service militaire, les jeunes hommes âgés de 16 à 17 ans se soumettent à un premier enregistrement militaire effectué par les bureaux de recrutement. Selon le ministère de la Défense, le premier enregistrement sert à « déterminer le nombre de conscrits et à établir s'ils sont médicalement aptes au service militaire », ainsi qu'à évaluer leur niveau d'éducation pour la suite de leur formation. Lors de l'examen médical, les conscrits sont classés en catégories qui définissent leur aptitude physique et psychologique à servir dans l'armée (EUAA, décembre 2022).

¹ www.osar.ch/publications/rapports-sur-les-pays-dorigine

Notification électronique de la convocation aux conscrits et aux réservistes mobilisés. Ces convocations sont considérées comme ayant été reçues juste après leur envoi et les personnes notifiées ont alors l'interdiction de quitter le pays. Confiscation des passeports. Selon l'*Associated Press News* (AP), le président russe Poutine a signé en avril 2023 une loi autorisant les autorités à envoyer des notifications électroniques aux conscrits et aux réservistes. Jusqu'à présent, la réglementation russe en matière de service militaire prévoyait que les avis devaient être envoyés en personne aux conscrits et aux réservistes appelés à servir. En vertu de la nouvelle loi, les avis émis par les bureaux locaux de conscription continueront d'être envoyés par courrier, mais seront considérés comme valables à partir du moment où ils seront placés sur un portail gouvernemental de services électroniques (AP, 14 avril 2023). Selon *Time*, les convocations électroniques envoyées aux appelées sont considérées comme officiellement reçues une fois arrivées dans la boîte aux lettres d'une personne qui n'est plus autorisée à quitter le pays par la suite (*Time*, 12 avril 2023). Selon *Meduza*, une convocation militaire est officiellement considérée comme notifiée sept jours après sa publication dans le registre unifié des convocations, qu'elle ait été transmise par voie électronique via le portail des services de l'État (« Gosuslugi ») ou remise en main propre. À partir de ce moment, le destinataire ne peut plus quitter le pays. On attend en outre des conscrits qu'ils gardent eux-mêmes un œil sur le registre, et s'ils ratent l'avis de conscription, ils en portent légalement la responsabilité (*Meduza*, 12 avril 2023). Selon *The Guardian*, une nouvelle loi adoptée par le Parlement russe en juillet 2023 et qui entrera en vigueur en janvier 2024, interdit aux conscrits de quitter le pays immédiatement après que le bureau d'enrôlement leur aura envoyé leur avis de conscription (*The Guardian*, 26 juillet 2023). *Mediazona* confirme qu'avec cette nouvelle loi, l'interdiction de quitter le pays s'applique immédiatement dès que la personne a reçu la convocation, que celle-ci ait été transmise à cette personne en mains propres, par courrier ou même dès qu'elle a été inscrite dans le registre (*Mediazona*, 25 juillet 2023). Selon *Meduza*, en juin 2023, le président Poutine a signé une loi, qui entrera en vigueur dans 180 jours, obligeant les conscrits à remettre leurs passeports aux autorités dans les cinq jours qui suivent la date de leur convocation. Ceux qui ne respectent pas cette obligation sans raison valable verront leur passeport invalidé (*Meduza*, 13 juin 2023).

Limitations des possibilités d'appel contre les décisions de conscription. Selon *Meduza*, parmi les amendements adoptés en avril 2023 figure une mesure qui supprime la garantie antérieure selon laquelle l'État fournirait un avocat d'office dans tous les cas de violation de la loi sur le service militaire. De plus, alors qu'auparavant, tout ordre de conscription était automatiquement suspendu s'il était contesté, la nouvelle loi supprime cette disposition. Par conséquent, même si une personne concernée fait appel d'un ordre de conscription devant un tribunal ou une autorité militaire supérieure, l'ordre lui-même reste en vigueur pendant la procédure d'appel. Il en résulte qu'une personne qui n'est pas éligible au service militaire pour des raisons médicales, ou autres, doit rejoindre l'armée, même si elle fait appel de la décision d'enrôlement (*Meduza*, 12 avril 2023).

Pression sur les conscrits pour qu'ils signent des contrats permettant de les envoyer combattre en Ukraine. Selon le *Danish Immigration Service* (DIS), des officiers militaires russes font pression sur les conscrits dans tout le pays pour qu'ils signent un contrat avec l'armée, ce qui permettrait de les envoyer au front. Un soldat qui a signé un contrat ne peut pas le rompre de son propre chef (DIS, décembre 2022).

Situation juridique : à partir de quatre mois de formation, les conscrits peuvent être envoyés à l'étranger, par exemple en Ukraine. Les lois de la guerre permettent un envoi plus précoce. L'engagement sur un territoire annexé est possible immédiatement. DIS indique que selon la loi russe, il est illégal d'envoyer des conscrits dans des zones de combat à l'étranger s'ils ont moins de quatre mois de formation. La guerre et le droit de la guerre permettent toutefois à la Russie d'envoyer des conscrits dans des zones de combat avant qu'ils n'aient suivi quatre mois de formation. Le président Poutine ayant déclaré la loi martiale en Russie avec des degrés d'urgence différents, les autorités peuvent déployer des conscrits dans la guerre en Ukraine sans avoir suivi les quatre mois de formation normalement requis. L'annexion de quatre régions ukrainiennes signifie également que les conscrits peuvent participer à la guerre, puisque le droit russe n'interdit pas l'utilisation de conscrits sur le sol russe. Dans cette situation, le nombre de mois de formation suivis par les conscrits n'a aucune importance (DIS, décembre 2022). Selon le courriel envoyé à l'OSAR le 18 juin 2023 par la *personne de contact B*², la loi russe n'interdit pas d'envoyer les conscrits à la guerre.

2.2 L'objection de conscience et le service civil alternatif

Une personne appelée au service militaire obligatoire, ou qui est mobilisée, peut en principe demander d'opter pour un service civil alternatif. Toutefois, cette option semble avoir été suspendue depuis le début de la guerre en Ukraine. Un tribunal a indiqué que seuls les conscrits de moins de 27 ans pouvaient en bénéficier. Selon le DIS, il est possible pour un citoyen de remplacer le service militaire par un service civil alternatif, et ceci en vertu de l'article 59, paragraphe 3, de la Constitution. Pour cela, les convictions morales, religieuses ou laïques du citoyen doivent être en conflit avec le service militaire. Toutefois, depuis le début de la guerre, il semble que cette option ne soit plus disponible. Trois sources interrogées par DIS ont affirmé qu'il n'y pas eu de dispositions légales permettant le service civil alternatif pour les conscrits ou réservistes potentiels. Selon DIS, qui se base sur les informations fournies par deux sources, la position officielle est que ce service alternatif n'est pas fourni pendant la période mobilisation, même si selon une autre source, de nombreuses personnes en auraient fait la demande depuis le début de la mobilisation. L'une de ces personnes est un dénommé Kirill Berezin, qui après avoir été appelé pour la mobilisation a rempli une demande de service civil alternatif. Il a essuyé un refus et a été envoyé dans une unité militaire proche de la frontière Ukrainienne. Un tribunal, qui a rejeté son action en justice, a précisé que le service civil alternatif était réservé aux conscrits de moins de 27 ans (DIS, décembre 2022).

Il est difficile de remplacer le service militaire par un service civil alternatif, en particulier pour des raisons de convictions personnelles. Selon l'EUAA, les dernières statistiques disponibles du Service fédéral du travail et de l'emploi (Rostrud) indiquent que 1166 jeunes hommes étaient inscrits au service civil alternatif au 1^{er} août 2022. Cette source n'a pas été en mesure de trouver des statistiques pour la deuxième partie de l'année 2022. Des sources consultées par l'EUAA ont indiqué qu'il était difficile de remplacer le service militaire par un service civil alternatif. Une des difficultés est qu'une demande de service civil alternatif doit être déposée auprès d'un bureau de recrutement militaire au plus tard six mois avant le début de la conscription. Outre le dépassement de ce délai, les demandes sont souvent rejetées

² La personne de contact B est un avocat russe et un militant des droits humains qui dispose d'une expertise reconnue sur les questions de conscription.

parce que les motifs de la demande de service civil alternatif ne sont pas suffisamment expliqués, parce que le demandeur a fourni de fausses informations, parce qu'aucun poste vacant n'est disponible ou approprié ou parce que le service militaire n'a pas été effectué dans le passé. Il semble qu'il soit plus difficile d'obtenir ce service civil alternatif pour des raisons de convictions personnelles que pour des raisons de convictions religieuses (EUAA, 17 février 2023).

3 Recrutement forcé en Tchétchénie

Service militaire obligatoire rétabli en 2014 avec l'objectif de recruter 500 conscrits par an. En réponse à la guerre en Ukraine, Kadyrov promet 200 « volontaires » par semaine. Plus de 20 000 soldats tchétchènes finalement déployés en Ukraine. Selon l'EUAA, le recrutement militaire en Tchétchénie diffère de celui en Russie. Le service militaire y a été rétabli en 2014, après un accord entre le président de la République russe de Tchétchénie, Ramzan Kadyrov, et le ministère russe de la Défense qui prévoyait le recrutement de 500 conscrits par an. A la suite de l'invasion russe en Ukraine, Kadyrov a annoncé son intention d'y envoyer 200 volontaires tchétchènes par semaine (EUAA, décembre 2022). Selon DIS, ce sont 1360 « volontaires » qui ont été recrutés en date du mois de juin 2022, puis près de 5000 à la fin de mois d'août 2022 (DIS, décembre 2022). L'EUAA indique que le statut juridique de ces volontaires n'est pas clair, certains étant déployés sans contrats. A partir de juin 2022, les volontaires ont été rattachés à des unités militaires, à la société privée Wagner ou à la Garde nationale, souvent sur la base de contrats de courte durée, parfois signés rétrospectivement en leur absence. L'EUAA cite des chiffres des autorités tchétchènes, selon lesquels ce sont plus de 20 000 hommes tchétchènes qui ont été déployés en Ukraine depuis le début de la guerre (EUAA, décembre 2022). En février 2023, l'EUAA a indiqué que le 11 janvier 2023, Ramzan Kadyrov a affirmé qu'en tout 21 000 Tchétchènes avaient été envoyés combattre en Ukraine (EUAA, 17 février 2023). *Euronews* cite également le chiffre total de 21 000 soldats tchétchènes, soulignant que le nombre de soldats en Ukraine en début de l'année 2023 atteignait 9 000 (*Euronews*, 20 janvier 2023).

Recrutement forcé, même avant la mobilisation de septembre 2022. Chantage, menaces, enlèvements et torture pour convaincre les « volontaires » récalcitrants. Selon DIS, la mobilisation partielle, lancée en septembre 2022, s'est traduite par une sorte de mobilisation forcée dans l'ensemble du pays, mais en particulier dans la république de Tchétchénie où les méthodes de recrutement de « volontaires » s'apparentaient déjà à du recrutement forcé. DIS souligne qu'une partie de ces « volontaires » ont été victimes de chantage, de menaces ou d'enlèvements. Des responsables tchétchènes auraient également menacé les soldats de violer ou torturer des membres de leurs famille pour les convaincre de s'engager. Les autorités, et Kadyrov lui-même, ont menacé les personnes récalcitrantes de les priver de prestations sociales. Ce recrutement forcé a continué après la déclaration de la mobilisation de septembre 2022. Selon Huseyn Aliyev, maître de conférences en études de sécurité à l'université de Glasgow, cité par DIS, les personnes recrutées ont parfois été enlevées directement chez elles et amenées dans des centres de détention où elles ont été battues et torturées, avant d'être envoyées en Ukraine (DIS, décembre 2022). Selon des chiffres du mouvement d'opposition 1ADAT, cités par l'EUAA, ce sont au moins 130 hommes qui ont été enlevés pour être envoyés de force en Ukraine (EUAA, décembre 2022). D'autres sources, comme *Human Rights Watch* (HRW) ou le média d'investigation russe *The Insider*, cité par

The Moscow Times, affirment également que les hommes tchéchènes sont forcés de s'engager sous la menace de violence contre eux ou contre leur famille (HRW, 12 janvier 2023 ; *The Moscow Times*, 16 juin 2022).

Les hommes qui tentent de se soustraire au recrutement sont traités de « lâches » et de « traîtres ». Importantes sommes d'argent exigées pour échapper au recrutement. Selon *Radio Free Europe/Radio Liberty* (RFE/RL), une des autres tactiques employées par les autorités tchéchènes dans leur campagne de recrutement est de faire honte aux hommes de la région qui refusent de rejoindre les forces tchéchènes en Ukraine, Kadyrov les ayant qualifiés, en octobre 2022, de « chiffons et rien d'autre ». La militante des droits humains, Svetlana Gannushkina, a qualifié ces tactiques de « primitives » et « illégales » (RFE/RL, 10 novembre 2022). Selon le *Caucasian knot*, en septembre 2022, le leader tchéchène Ramzan Kadyrov a déclaré que les hommes mobilisés pour la guerre en Ukraine qui fuyaient le pays pour y échapper étaient des « lâches » et des « traîtres » (*Caucasian knot*, 22 septembre 2022). Selon l'EUAA, certains hommes ont dû payer une importante somme d'argent pour éviter le recrutement. Les sommes d'argent exigées allaient de 200 000 à 500 000 roubles, ou entre 1860 et 4645 francs suisses³ (EUAA, 17 février 2023 ; décembre 2022). Selon le rédacteur en chef du *Caucasian knot*, cité par l'EUAA, en 2022, ce sont 948 Tchétchènes qui ont quitté la région, contre 325 l'année précédente (EUAA, 17 février 2023).

Kadyrov souhaite encore intensifier le recrutement de soldats pour la guerre en Ukraine et promet d'envoyer des convocations au service militaire malgré la fin de la mobilisation. Selon RFE/RL, en novembre 2022, Ramzan Kadyrov a déclaré qu'il allait encore augmenter le nombre de Tchétchènes envoyés en Ukraine et que potentiellement il y avait peut-être entre 300 000 et 400 000 hommes qui pouvaient être recrutés en Tchétchénie. Il a également encouragé ses citoyens à se rendre dans un bureau de recrutement militaire, affirmant encore que l'âge officiel de recrutement n'avait aucune importance. A la fin du mois d'octobre 2022, alors que la mobilisation partielle prenait officiellement fin, Kadyrov a annoncé que les convocations continueraient d'être malgré tout envoyées, ajoutant qu'il souhaitait créer des unités de réserve supplémentaires (RFE/RL, 10 novembre 2022).

Personnes critiques du gouvernement ou de la guerre et ancien insurgés tchéchènes particulièrement visés par le recrutement forcé. Selon DIS, après la déclaration de la mobilisation en septembre 2022, le recrutement forcé des autorités tchéchènes a visé en particulier les personnes critiques du gouvernement ou de la guerre en Ukraine ou d'autres personnes dans leur collimateur (DIS, décembre 2022). Selon Khizir Suleimanov, un Tchétchène qui représente le mouvement séparatiste tchéchène en exil en Allemagne et qui a été interviewé par RFE/RL, la mobilisation en Tchétchénie a été sélective avec les anciens insurgés tchéchènes des guerres contre la Russie, ainsi que leurs proches, particulièrement visés. Il en va de même pour les fils, les maris et d'autres membres de la famille des manifestant-e-s (RFE/RL, 10 novembre 2022). L'EUAA indique que des ONG de défense des droits humains ont rapporté que les autorités ciblaient en particulier des hommes jeunes qui étaient déjà dans le collimateur des autorités (EUAA, 17 février 2023).

Les bataillons tchéchènes en Ukraine considérés comme une « armée privée jetable » dont les pertes importantes sont acceptables par le pouvoir russe. Ils sont souvent chargés du « sale boulot », par exemple imposer la discipline et prévenir/punir les

³ Selon le taux de change du 21 août 2023

désertions. Selon *Euronews*, les près de 9 000 hommes tchéchènes qui se battent en Ukraine sont connus sous le nom de « Kadyrovtsy » ou « Kadyrovites ». Selon Jean-François Ratelle, spécialiste du conflit tchéchène, interviewé par *Euronews*, les troupes tchéchènes peuvent être comparées à une « armée privée jetable » dont les pertes sont plus facilement acceptables par le pouvoir russe. *Euronews* cite un article de la BBC, selon lequel les soldats originaires de régions russes à majorité musulmane, sont dix fois plus nombreux à mourir que les soldats moscovites. Les soldats tchéchènes auraient subi des pertes particulièrement importantes. Selon Jean-François Rattelle, en Ukraine, les soldats tchéchènes font souvent le « sale boulot », chargés d'imposer la discipline aux soldats russes et exécutant parfois les déserteurs (*Euronews*, 20 janvier 2023). Selon l'EUAA, les soldats tchéchènes ont surtout été employés dans les combats urbains, la sécurisation des territoires occupés par la Russie, la garde des prisonniers de guerre et pour prévenir la désertion des soldats russes (EUAA, décembre 2022).

4 Conséquences d'un refus de servir

4.1 Sanctions légales pour les personnes conscrites

Amende pour non-présentation au bureau de convocation. Selon le *Réseau juridique européen sur l'asile* (ELENA), la responsabilité d'une personne en cas de non-présentation répétée à une convocation au bureau de convocation est fixée par l'article 21.5 de la loi sur les infractions administratives, avec un avertissement ou une amende de 500 à 3000 roubles (4,50 à 27 francs suisses)⁴. Selon ELENA, le délai de prescription de la responsabilité administrative en cas de non-présentation à une convocation est de trois ans (ELENA, décembre 2022). La *personne de contact E*⁵ de l'ONG russe OVD-Info a également confirmé à l'OSAR qu'actuellement, seule une amende administrative de 500 à 3000 roubles était encore prévue pour la non-présentation (*renseignement par courriel du 28 août 2023 de la personne de contact E*). Les *personnes de contact F*⁶ et *G*⁷ ont indiqué que la législation avait considérablement évolué ces derniers mois et qu'entre-temps, des amendes allant jusqu'à 30 000 roubles (environ 272 francs suisses) avaient été introduites pour la non-présentation aux convocations (*informations transmises par messagerie instantanée par les personnes de contact F et G les 29 et 30 août 2023*). Cette somme correspondrait à plus des deux tiers du salaire mensuel moyen en Fédération de Russie (*information du 29 août 2023 de la personne de contact F via Instant Messenger*). *The Guardian* rapporte également que le parlement russe a adopté fin juillet 2023 un projet de loi prévoyant d'augmenter considérablement les amendes pour les hommes qui ne se présentent pas à un bureau d'enregistrement après avoir reçu un avis de convocation au service militaire. L'amende devrait passer de 3000 à 30 000

⁴ Selon le taux de change du 21 août 2023.

⁵ La personne de contact E travaille pour l'ONG russe OVD-Info. OVD-Info est un groupe russe indépendant de défense des droits de l'homme et des médias. Leur travail se concentre avant tout sur le droit à la liberté de réunion et d'expression. Depuis le début de l'« opération spéciale » en Ukraine, ils ont en outre documenté les poursuites pénales en Russie en rapport avec la critique de la guerre.

⁶ La personne de contact F travaille pour une coalition russe d'avocat-e-s et d'expert-e-s d'organisations russes de défense des droits humains pour l'objection de conscience au service militaire. La coalition s'est formée depuis le début de l'« opération spéciale » en mars 2022.

⁷ La personne de contact G travaille pour un mouvement russe qui soutient juridiquement et psychologiquement les objecteurs de conscience russes.

roubles à partir du 1er octobre 2023 (*The Guardian*, 26 juillet 2023). La *personne de contact G* a indiqué à l'OSAR que la nouvelle loi avait introduit la « présomption de notification d'une citation à comparaître au centre de conscription militaire ». Cela signifie, selon elle, que pour infliger une amende pour non-présentation à un centre de recrutement militaire, il n'est pas nécessaire de savoir si la personne concernée a effectivement reçu la convocation (*renseignements fournis via messagerie instantanée le 30 août 2023 par la personne de contact G*). La *personne de contact B* a indiqué à l'OSAR que l'amende pour non-présentation est infligée si la personne concernée a manqué la date ou l'heure ; donc dans les cas où la convocation a été reçue et que la personne concernée n'avait pas l'intention de se soustraire au service (*renseignement par courriel du 31 août 2023 de la personne de contact B*).

Ne pas répondre à une convocation de manière répétée peut être punie d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à deux ans, conformément à l'article 328 du Code pénal. Si une personne ne se présente pas après avoir reçu personnellement et légalement deux convocations ou plus, elle est passible de poursuites pénales en vertu de l'article 328 du Code pénal de la Fédération de Russie (ELENA, décembre 2022). La *personne de contact E* a également indiqué qu'un conscrit qui ignore systématiquement les convocations sans motif valable s'expose à des poursuites pénales et à une peine pouvant aller jusqu'à deux ans d'emprisonnement (*courriel du 28 août 2023 de la personne de contact E*). La *personne de contact B* a indiqué à l'OSAR que l'intention est déterminante pour savoir si une amende est infligée ou si des poursuites pénales sont engagées. Il s'agit donc d'une infraction lorsqu'un conscrit se cache intentionnellement et tente de s'enfuir alors qu'il est tenu de s'enrôler. La plupart du temps, la distinction dans cette affaire porte sur des preuves et des détails (*courriel du 31 août 2023 de la personne de contact B*). Selon le DIS, le fait de se soustraire au service militaire obligatoire ou de refuser d'y participer constitue une infraction pénale, conformément à l'article 328 du Code pénal. Une personne reconnue coupable d'une telle infraction peut être condamnée à une amende pouvant aller jusqu'à 200 000 roubles (environ 1875 francs suisses), à six mois d'emprisonnement, à deux ans de prison, à deux ans de travaux d'intérêt général ou à la confiscation de ses revenus pendant 18 mois. Cet article de loi ne s'applique qu'aux conscrits (DIS, décembre 2022). Selon l'EUA, les peines prévues à l'article 328 ne s'appliquent que si la personne a été condamnée par un tribunal en tant que réfractaire au service militaire. Des poursuites pénales peuvent être engagées à cet effet si une personne ignore la convocation au service militaire et ne se présente pas au bureau de recrutement ou à un point de rassemblement pour le départ vers une unité militaire après avoir reçu un avis de convocation. En vertu de l'article 328, des actes tels que s'infliger une blessure pour échapper au service militaire, ne pas se présenter à un examen médical ou se procurer de faux documents pour obtenir une exemption de service militaire sont également punissables (EUA, décembre 2022).

Sanctions supplémentaires pour les insoumis, notamment interdiction de demander un crédit ou de vendre certaines marchandises, suspension du permis de conduire. Selon *Meduza*, les personnes appelées à effectuer leur service militaire et qui ne se présentent pas dans les 20 jours ne peuvent plus s'enregistrer en tant qu'entrepreneur indépendant, travailler en tant que profession libérale, demander un crédit, conduire un véhicule ou faire enregistrer une carte grise. La nouvelle loi confère aux autorités régionales russes des pouvoirs supplémentaires qui leur permettent d'introduire d'autres restrictions. Par exemple, elles peuvent suspendre le versement de subventions aux orphelins susceptibles d'être appelés au service militaire jusqu'à ce qu'ils se présentent à l'autorité de conscription (*Meduza*, 12 avril 2023). Selon *AP News*, en vertu d'une nouvelle loi signée par le président Poutine en avril 2023, les

hommes qui reçoivent une convocation au service militaire obligatoire et qui ne s'y conforment pas se verront interdire de quitter le pays, leur permis de conduire sera retiré et ils ne pourront plus vendre leur appartement ou d'autres biens (AP, 14 avril 2023). Selon le *Time*, les personnes qui se soustraient à l'appel au service militaire risquent, en vertu de la loi adoptée en avril 2023, des sanctions allant du retrait du permis de conduire à l'interdiction de contracter des emprunts bancaires ou hypothécaires (*Time*, 12 avril 2023). Les *personnes de contact E, F et G* ont confirmé que de telles mesures peuvent être imposées pour ne pas s'être présenté dans un centre de recrutement militaire (*renseignements fournis par courriel et messagerie instantanée les 28, 29 et 30 août 2023 par les personnes de contact E, F et G*). Les mesures peuvent être imposées sans décision de justice et ne doivent pas nécessairement faire l'objet d'un contrôle judiciaire (*renseignements fournis via messagerie instantanée du 30 août 2023 par la personne de contact G*).

4.2 Sanctions légales pour les personnes mobilisées⁸

Selon l'article 21.5 de la loi sur les infractions administratives, une personne convoquée qui ne répond pas à une convocation s'expose à une amende. Celle-ci pourra aller jusqu'à 30 000 roubles à partir d'octobre 2023. Selon le DIS, le fait pour une personne mobilisée de se soustraire à une convocation militaire, par exemple en ne se présentant pas au bureau d'enregistrement après plusieurs convocations, constitue une infraction administrative au sens de l'article 21.5 du Code des infractions administratives. Une personne reconnue coupable d'une telle infraction est passible d'une amende comprise entre 500 et 3000 roubles, soit entre 4,7 et 28 francs suisses (DIS, décembre 2022). Selon l'EUA, cette amende peut également être infligée à une personne qui n'informe pas les officiers militaires d'un changement de domicile (EUA, décembre 2022). Comme mentionné précédemment, l'amende est passée de 3 000 à 30 000 roubles, soit l'équivalent de 272 francs suisses, à partir d'octobre 2023 (*The Guardian*, 26 juillet 2023). Selon *Newsweek*, le président Poutine a signé la loi le 30 juillet 2023. Son objectif est de dissuader les gens de se soustraire aux convocations militaires, car le Kremlin envisagerait une deuxième mobilisation pour renforcer ses forces armées en Ukraine (*Newsweek*, 1^{er} août 2023).

L'article 328 du Code pénal n'est pas applicable aux mobilisés. Selon la *personne de contact E*, l'article 328 du Code pénal de la Fédération de Russie, qui sanctionne le contournement des obligations militaires, n'est pas applicable aux conscrits mobilisés. Cela aurait déjà été déclaré en 2008 par l'assemblée plénière de la Cour suprême et confirmé lors d'une procédure à l'automne 2022 (*renseignement par courriel du 28 août 2023 de la personne de contact E*).

4.3 Conséquences informelles du refus de servir

Les autorités russes disposent d'un large éventail d'instruments pour punir un citoyen « indésirable » de manière informelle. Système judiciaire sous influence de l'exécutif. Dans un rapport de septembre 2022 sur les conséquences du refus de servir l'armée russe en Ukraine, l'OSAR relevait que selon des informations fournies par une personne de contact

⁸ Les personnes mobilisées ont été appelées spécifiquement pour la guerre en Ukraine dans le cadre d'une mobilisation partielle (comme celle de l'automne 2022) et non dans le cadre de la convocation régulière au service militaire, qui a lieu deux fois par an.

qui est une militante russe des droits humains, il n'existe pas d'État de droit en Russie et le système judiciaire est sous influence de l'exécutif. Ainsi, les citoyens russes ne peuvent souvent pas défendre leurs droits, surtout dans les cas impliquant des « questions politiques ». Les autorités ont à leur disposition un arsenal très large leur permettant de punir un citoyen « indésirable » sans le réprimer formellement. L'OSAR cite une autre personne de contact qui est un avocat et militant russe des droits humains, selon laquelle une personne qui refuse de participer à la guerre en Ukraine pourrait par exemple être licenciée, se faire retirer la garde de ses enfants, être déclarée « extrémiste » ou encore voir ses comptes financiers bloqués. Ses proches pourraient également être visés, par exemple par des poursuites pénales, même sans motif valable. L'OSAR cite également une information donnée à Meduza par l'avocat Maxim Grebenyuk, selon lequel certains soldats qui ont refusé d'aller se battre en Ukraine ont reçu un tampon sur les états de service, avec la mention « enclin à la trahison, à la tromperie et au mensonge », et dont le but est de ruiner la vie de ces soldats en limitant leurs futures options professionnelles (OSAR, 29 septembre 2022).

Pas d'État de droit ou de respect des procédures régulières en Tchétchénie. Le système judiciaire est utilisé pour réprimer toute opposition. Selon le courriel envoyé à l'OSAR le 18 août 2023 par une *personne de contact A*⁹, la Tchétchénie est comparable à une dictature où le respect des droits humains est inexistant. Sur ordre de Ramzan Kadyrov, toute personne qu'il considère comme un ennemi peut être battue, emprisonnée ou tuée (*courriel envoyé à l'OSAR le 18 août 2023 par la personne de contact A*). Selon la *personne de contact B*, il n'existe pas en Tchétchénie de respect de la loi et des procédures officielles (*courriel envoyé à l'OSAR le 18 août 2023 par la personne de contact B*). Deux sources consultées par DIS affirment que les autorités tchétchènes peuvent commettre n'importe quelle violation des droits humains sans avoir à rendre de comptes (DIS, décembre 2022). Selon le *Département d'Etat américain* (USDOS), en Tchétchénie, les militants politiques et toute personne critique du régime de Ramzan Kadyrov peuvent faire l'objet d'enlèvements et d'actes de torture. Les services de sécurité maintenaient parfois des détenus au secret pendant des semaines sans possibilité de voir un avocat. Le système judiciaire sert souvent de moyen de représailles contre des personnes critiques à Ramzan Kadyrov (USDOS, 20 mars 2023).

Les membres de la famille de personnes considérées par les autorités tchétchènes comme ayant « mal agi » courent un risque élevé d'être victimes de menaces et de violations des droits humains. Selon la *personne de contact A*, les forces de sécurité tchétchènes sont guidées par la logique de la responsabilité de la famille dans le comportement d'une personne. Ainsi, si les autorités considèrent qu'une personne a mal agi et constitue un ennemi, alors toute sa famille peut être punie. L'enlèvement et la torture des parents des opposants au régime sont monnaie courante en Tchétchénie (*courriel envoyé à l'OSAR le 18 août 2023 par la personne de contact A*). USDOS confirme qu'en Tchétchénie il n'est pas rare que des membres de la famille soit punis pour des infractions causées par leurs proches (USDOS, 20 mars 2023). Selon DIS, le jour de l'annonce de la mobilisation, un groupe de femmes a annoncé qu'elles protesteraient contre l'envoi de leurs maris et de leurs fils à la guerre. La réaction des autorités a été très forte et quelques minutes après le rassemblement des femmes, la police les a toutes arrêtées. En outre, les forces de sécurité ont appréhendé leurs parents masculins et les ont envoyés en Ukraine. Le sort des femmes elles-mêmes était inconnu au moment de la rédaction du rapport de DIS (DIS, décembre 2022).

⁹ La personne de contact A est un journaliste russe en exil.

Kadyrov favorable à des sanctions plus sévères contre les personnes « parasites » qui se soustraient du service militaire. Punitons économiques également suggérées contre les membres de leurs familles. Selon la militante des droits humains, Svetlana Gannushkina, citée par l'EUAA, il existe un risque de persécution contre les hommes tchétchènes qui refusent de se battre en Ukraine et même contre leurs proches. Citant des informations du média russe *The Insider*, l'EUAA indique qu'il y a eu des menaces d'enlèvement et de détention de membres de la famille ou encore de menaces de violence sexuelle contre les membres féminins de la famille (EUAA, décembre 2022). En novembre 2022, alors qu'il commentait les amendements législatifs proposées par les députés russes, Kadyrov a déclaré que les personnes qui se soustraient au service militaire ne devaient pas simplement être emprisonnées, mais également condamnées à de lourdes amendes puis être envoyées au front en première ligne. Le chef tchétchène a également suggéré d'adopter des peines plus sévères pour ces personnes et de laisser aux soldats tchétchènes qui se battent en Ukraine de choisir eux-mêmes la peine à leur infliger. Kadyrov a également proposé de punir économiquement les personnes qui se soustraient au service militaire et de leur infliger une amende équivalente à 50 % de l'aide dépensée par l'Etat pour leur éducation, leur son traitement et leurs prestations sociales (*Caucasian knot*, 4 novembre 2022). Selon le *Caucasian knot* cité par l'EUAA, Kadyrov a déclaré en juillet 2022, que les hommes qui refusaient de s'engager en Ukraine « iraient en enfer ». Fin août 2022, il a traité ces hommes de « parasites », ajoutant que les familles pauvres dont les jeunes hommes refusaient de se battre en Ukraine devraient se voir refuser des prestations sociales (EUAA, décembre 2022).

Un homme qui s'est soustrait au service militaire sera très probablement puni en étant envoyé sur le front en Ukraine. Les membres de sa famille pourraient également être punis, par exemple en étant privé de soins médicaux. Kadyrov a le pouvoir d'intervenir dans le processus d'approbation des transferts de patient-e-s hors de Tchétchénie. Selon le courriel envoyé à l'OSAR le 18 août 2023 par une *personne de contact C*¹⁰, un homme qui s'est soustrait au service militaire en Tchétchénie court un risque très élevé d'être puni en étant envoyé au front. Les membres de sa famille, y compris ses enfants, risquent également d'être puni par exemple en étant exclus de certains services comme les soins de santé. Selon cette *personne de contact*, Kadyrov contrôle étroitement l'accès aux ressources et services de l'Etat et il peut même intervenir dans des questions de traitements médicaux et d'accès aux médicaments, notamment si une personne doit se rendre ailleurs en Russie pour bénéficier d'un traitement qui ne serait pas disponible en Tchétchénie (*courriel envoyé à l'OSAR le 18 août 2023 par la personne de contact C*). La *personne de contact B*, n'a pas connaissance de cas où des membres de la famille d'une personne auraient été privés de soins médicaux en raison du comportement ou d'actes de cette personne. Elle estime toutefois qu'il est hautement probable qu'en cas de retour, un homme qui s'est soustrait au service militaire soit envoyé de force sur le champ de bataille en Ukraine et qu'ainsi il ne puisse pas s'occuper de ses proches (*courriel envoyé à l'OSAR le 18 août 2023 par la personne de contact B*). Selon la *personne de contact D*¹¹, il est très difficile pour un enfant atteint de cancer de bénéficier d'un traitement de qualité en Tchétchénie. En conséquence, les patient-e-s sont souvent envoyé-e-s à Saint-Petersbourg et à Moscou pour y être soigné-e-s gratuitement. Ce transfert doit être approuvé par le ministère tchétchène de la Santé. Selon cette *personne de contact*, un citoyen qui a refusé l'appel au service militaire ne pourra sûrement

¹⁰ La personne de contact C est une célèbre militante russe des droits de l'homme.

¹¹ La personne de contact D est une militante russe des droits de l'homme qui a une excellente connaissance de la problématique de la conscription.

pas faire bénéficier de ces soins médicaux son enfant (*courriel envoyé à l'OSAR le 18 août 2023 par la personne de contact D*). Selon la *personne de contact A*, il est tout à fait plausible qu'un homme qui s'est soustrait au service militaire puisse voir des membres de sa famille, par exemple son fils malade, être puni en ne bénéficiant pas des soins requis (*courriel envoyé à l'OSAR le 18 août 2023 par la personne de contact A*).

5 Application des sanctions légales contre les personnes qui refusent de servir

Convocation par le biais d'arrestations à domicile et dans la rue. La *personne de contact F* a indiqué qu'à l'automne 2022 et au printemps 2023, son organisation avait enregistré, dans le cadre de la conscription régulière (et non de la mobilisation), des cas où la police avait arrêté des citoyens et les avait emmenés de force au bureau de conscription. Les personnes ont donc été emmenées de leur domicile, séquestrées dans la rue et dans les entrées d'immeubles (*renseignements fournis via messagerie instantanée le 29 août 2023 par la personne de contact F*).

564 personnes ont été condamnées au cours du premier semestre 2022 pour s'être soustraites au service militaire obligatoire. 410 affaires pénales ont été portées devant les tribunaux entre mai et septembre 2022. Selon l'EUA et le DIS, qui se réfèrent aux chiffres de la chaîne de télévision RBC basés sur la base de données du « Système automatisé d'État » (GAS) et du tribunal de Moscou, 410 affaires pénales ont été engagées en Russie pour refus de servir entre le 1^{er} mai et le 20 septembre 2022 (DIS, décembre 2022). L'EUA rapporte également que, selon le média indépendant *Bumaga*, qui s'appuie sur les données du département judiciaire de la Cour suprême de la Fédération de Russie, 564 personnes ont été condamnées pour évasion du service militaire au cours du premier semestre 2022 (EUA, 17 février 2023). Selon le *New York Times* (NYT), qui cite des statistiques de la Cour suprême de Russie, 1121 personnes ont été condamnées pour avoir fui la conscription sur l'ensemble de l'année 2022, soit deux fois plus que la moyenne annuelle des dernières années (NYT, 30 avril 2023). Toutes les personnes condamnées au cours du premier semestre 2022 ont reçu une amende et aucune n'a été condamnée à une peine de prison, selon l'EUA (EUA, 17 février 2023). Selon les *personnes de contact B et G*, une sanction sous la forme d'une véritable peine de prison a été prononcée une fois en 2022 pour avoir contourné le service militaire (*renseignements fournis par courriel et messagerie instantanée les 29 et 31 août 2023 par les personnes de contact B et G*). Selon la *personne de contact G*, une peine de prison avec sursis aurait été prononcée dans deux cas. Selon la *personne de contact G*, le nombre relativement faible de cas ayant entraîné une peine d'emprisonnement s'explique par le fait qu'aucune circonstance aggravante prévue par le Code pénal et applicable aux personnes qui se soustraient au service militaire ne pouvait être appliquée. Entre-temps, la législation a été modifiée et la commission d'une infraction pendant la mobilisation ou une action militaire est une circonstance aggravante. Selon la *personne de contact G*, cela signifie qu'à l'avenir, les tribunaux pourraient prononcer davantage de peines d'emprisonnement pour refus de servir (*renseignements fournis par la personne de contact G par messagerie instantanée le 29 août 2023*).

Jusqu'à présent, aucune poursuite systématique contre les personnes qui refusent de se présenter au bureau de recrutement. Selon l'EUAA, qui cite les informations d'un avocat spécialisé dans les droits humains, au cours des deux mois qui ont suivi l'adoption de sanctions légales plus sévères pour les infractions au service militaire en septembre 2022, la mise en œuvre était encore rare et le nombre de cas était limité (EUAA, décembre 2022). Pour le DIS, il y a eu peu de cas où des procédures administratives (article 21.5 de la loi sur les infractions administratives) ont été engagées contre des personnes mobilisées qui s'étaient soustraites à une convocation, notamment parce que les bureaux d'enregistrement militaire étaient occupés par la mobilisation. L'avocate d'OVD-Info, Daria Korolenko, a déclaré à DIS qu'entre novembre et décembre 2022 et la fin de la mobilisation partielle, les personnes qui ont refusé de se rendre dans les bureaux d'enregistrement militaire n'ont pas été prises pour cible (DIS, décembre 2022). Selon la *personne de contact G*, les autorités nationales n'ont pas encore pris de mesures systématiques contre les citoyens qui refusent de se présenter au bureau de conscription. Cela vaut aussi bien pour les citoyens appelés pour un service « temporaire » (service militaire obligatoire d'un an) que pour les citoyens mobilisés par l'État. Toutefois, la législation aurait été récemment considérablement renforcée et les mesures supplémentaires telles que l'interdiction de quitter le territoire ou la restriction de la propriété du logement constitueraient une atteinte considérable aux droits humains des personnes concernées (*information via messagerie instantanée du 29 août 2023 de la personne de contact G*).

Les poursuites pénales contre un homme qui s'était soustrait à la conscription dans le cadre de la mobilisation ont été abandonnées, l'article 328 ne s'appliquant qu'aux conscrits. Selon *Meduza*, des poursuites au titre de l'article 328 du Code pénal ont été engagées fin septembre 2022 contre Maxim Moiseyev, un homme de 32 ans qui avait refusé à deux reprises de se présenter au bureau de la conscription militaire après avoir reçu une convocation dans le cadre de la mobilisation. Quelques jours après son arrestation, début octobre 2022, il a été libéré, le parquet estimant que les poursuites pénales engagées contre lui étaient illégales, car fondées sur une loi qui ne s'applique qu'aux hommes qui se soustraient à la conscription, et non à une mobilisation. En juillet 2023, un tribunal de district a jugé que l'accusé devait recevoir 200 000 roubles à titre de compensation pour les poursuites pénales illégales (*Meduza*, 15 juillet 2023). La *personne de contact E* a également indiqué à l'OSAR que l'article 328 n'était pas applicable aux conscrits mobilisés (*renseignement par courriel du 28 août 2023 de la personne de contact E*).

6 Risques au retour en Tchétchénie pour les personnes déboutées de l'asile ou recherchées

Les Tchétchènes renvoyés en Russie et leurs proches courent un risque élevé de persécution. Selon la *personne de contact A*, des informations font état de sévères punitions contre des personnes tchétchènes renvoyées en Russie et leurs proches. La police tchétchène enlève souvent ces personnes à leur arrivée à l'aéroport de Moscou. Selon cette *personne de contact*, les Tchétchènes déboutées de l'asile en Europe courent un risque élevé d'être persécutés à leur retour en Tchétchénie (*renseignement communiqué par courriel le 18 août 2023 par la personne de contact A*).

Pas de possibilités de fuite ailleurs en Russie pour une personne recherchée par les autorités tchéchènes. Selon Gregory Shvedov, rédacteur en chef du *Caucasian knot*, interviewé par le DIS, si les autorités tchéchènes recherchent une personne, aucun endroit en Russie n'est sûr, car le gouvernement tchéchène local peut facilement cibler une personne en dehors de la république (DIS, décembre 2022). L'EUAA cite également cette information et ajoute qu'en février 2023, un homme tchéchène, qui avait reçu le statut de réfugié aux Pays-Bas, s'est fait arrêter à l'aéroport de Moscou où il s'était rendu pour assister aux funérailles de son père. La police l'aurait remis aux mains des forces de l'ordre tchéchènes (EUAA, 17 février 2023).

7 Sources :

AP, 14 avril 2023 :

« Russian President Putin on Friday signed a bill allowing authorities to issue electronic notices to draftees and reservists amid the fighting in Ukraine, sparking fears of a new wave of mobilization.

Russia's military service rules previously required the in-person delivery of notices to conscripts and reservists who are called up for duty. Under the new law, the notices issued by local military conscription offices will continue to be sent by mail but they would be considered valid from the moment they are put on a state portal for electronic services. In the past, many Russians avoided the draft by staying away from their address of record. The new law closes that loophole in an apparent effort to create a tool for quickly beefing up the military ahead of a widely anticipated Ukrainian counteroffensive in the coming weeks.

Recipients who fail to show up for service would be prohibited from leaving Russia, would have their drivers' licenses suspended and would be barred from selling their apartments and other assets. The bill signed into law by Putin was published on the official register of government documents. Kremlin critics and rights activists denounced the legislation as a step toward a "digital prison camp" that gives unprecedented powers to the military conscription offices.» Source: Associated Press news (AP), Putin signs bill allowing electronic conscription notices, 14 avril 2023: <https://apnews.com/article/russia-ukraine-war-draftmobilization-conscription-notices-bf18ad64dd08c9d11aab2e222cabfee9>

Caucasian knot, 4 novembre 2022 :

« Service evaders should be severely fined and then sent to the frontline, and not allowed to "sit out in a cell," Ramzan Kadyrov has stated in his comment on the legislation amendments offered by MPs.

The "Caucasian Knot" has reported that the head of Chechnya treated those who wouldn't go to Ukraine under mobilization as "cowards, traitors and second-sort people."

In his Telegram channel, Kadyrov has also suggested to toughen the punishment provided for by the bill for evading military service during mobilization. He urged not to "feed evaders at the expense of the state," but to give the "soldiers and officers who are now on the frontline the chance to choose the punishment" for evasion.

He has also offered to make use of economic methods either. "We need to calculate what help an evader had received from the state, how much was spent on his education, treatment and social benefits. At least 50% of the total amount received – this will be an adequate fine. And then go to dig trenches!" said the head of Chechnya has stated.

The initiative to introduce liability for evading military service during mobilization has lost its relevance due to the end of mobilization, Andrei Kartapolov, the chairman of the State Duma Defence Committee, and Vasily Piskaryov, the chairman of the Security Committee, have stated. » Source: Caucasian Knot, Head of Chechnya calls for tougher punishment for evading mobilization, 4 novembre 2022: <https://eng.kavkaz-uzel.eu/articles/61619>.

Caucasian knot, 22 septembre 2022 :

« The head of Chechnya, Ramzan Kadyrov, has stated that mobilization dodgers who line up at airports aiming to leave Russia are lazy guys and parasites. In his opinion, they are of no use for the country.

The "Caucasian Knot" has reported that Kadyrov had labelled those who wouldn't go to Ukraine as part of mobilization as "cowards, traitors and second-class people." [...] » Source: Caucasian knot, Ramzan Kadyrov treats dodgers leaving Russia as pitiful sight, 22 septembre 2022: <https://eng.kavkaz-uzel.eu/articles/61398/>.

DIS, décembre 2022 :

« Men in the military age have tried to evade mobilisation by leaving the country or hiding internally; by breaking their own arms or legs; or by obtaining forged health documents. If a person refuses to receive a military summons or repeatedly fails to show up at the military enlistment office after receiving a summons, the military enlistment office can initiate an administrative case against the person in question, punishable with a fine from 500-3,000 rubles (8-50 euros). The Russian Supreme Court has emphasised that article 328 in the Russian Criminal Code regarding draft evasion solely applies to conscripts between 18-27 years and not mobilised persons.

In the meantime, Russian authorities have initiated the first cases on desertion and non-execution of an order in connection with the mobilisation. Experts assessed that a growing number of such cases is expected.

With the introduction of the partial mobilisation and the enforcement so far, experts argued that a kind of forceful mobilisation has taken place in the whole of Russia, and especially in the Republic of Chechnya. In some cases, the authorities have used the summons to mobilisation as a reprisal against critics. In connection with the demonstrations against the mobilisation in Russia, arrested male demonstrators and their lawyers received summons. As a result, many men fled Russia, including Chechnya, while others

ignored the summons. In the Republic of Chechnya, the recruitment has since the start of the war been forceful.

On 28 October, the Russian Minister of Defence announced that Russia had mobilised the required soldiers, and President Putin declared the completion of the partial mobilisation on 31 October. Kremlin stated that a decree to end the mobilisation was unnecessary. This caused human rights advocates to speculate that President Putin's decree on mobilisation is still valid and ongoing. As the number of persons to be mobilised is clandestine, the mobilisation could restart any day.

Military officers are pressuring or persuading conscripts from all over Russia into signing contracts with the military, which would allow them to the front. For contract soldiers, it is currently not possible to cancel a contract. The exception is in case of dismissal from military service: persons reaching the age limit for military service; persons deemed unfit because of health reasons recognised by the military medical commission; and finally, persons convicted of a felony. [...]

Article 328 of the Russian Criminal Code criminalises evasion or refusal of participation in military service or alternative civil service. Such offenses are punishable with fines of up to 200,000 rubles (3,200 euros), confiscation of income for 18 months, community service for two years, arrest for up to six months or imprisonment for up to two years. The Russian Supreme Court announced that the article solely applies to conscripts.

In the event of mobilisation, punishment for evading military notices fall under article 21.5 of the Code of Administrative Offenses of the Russian Federation as a fine. If a person refuses to receive a summons, or repeatedly fails to show up at the military enlistment office after receiving a summons, the military enlistment office can initiate an administrative case against him. The fine is 500 to 3,000 rubles (8-50 euros).

There have only been a few of such cases as military enlistment offices have been busy with the mobilisation. As of November 2022, persons refusing to go to military enlistment offices are not targeted, according to the lawyer from OVD-Info Daria Korolenko.

On 1 November 2022, reports emerged that the Russian State Duma deputies plan to submit a bill to criminalise draft evasion during mobilisation. Draft evaders, who received a military summons, could then face fines of up to 500,000 rubles (8,000 euros), forced labour or up to five years in prison. According to the deputies, the law would not apply to the most recent round of mobilisation. However, later the same day, it was decided that the bill had lost its relevance. [...]

According to two interviewed sources, the risk of a criminal or administrative case is one of the main threats the government uses to drive people to military enlistment offices. Huseyn Aliyev stated that a person leaving Russia without having received a call-up notice, is not subjected to criminal prosecution.

According to estimates from the Russian media RBC, the number of criminal cases initiated after the start of the spring conscription in 2022 until 20 September 2022 reached 410. On 5 October 2022, the first verdict in a criminal case on draft evasion as part of the partial mobilisation was settled. The defendant was a 32-yearold man, Maxim Moiseyev,

who refused to sign his call-up papers and subsequently failed to appear at the military enlistment office. The case was initiated under Article 328 of the Criminal Code. However, the case was later dropped. [...]

Pursuant to article 59, subsection 3 of the Russian Constitution, Russian citizens have a right to replace military service with alternative civil service if their moral, religious or secular convictions conflict with military service. Before 24 February 2022, close to 2,000 persons applied for alternative civil service each year, according to the Ministry of Defence. Of these, around 1,000 applications were approved. [...]

According to three interviewed sources, there has not been legal provisions to enable the alternative civil service for potential conscripts or reservists. Although one source was unaware of the extent it is respected and implemented in practice during mobilisation, he expected it to be ignored in most cases. Sergey Krivenko noted that many have applied for alternative civil service during the mobilisation. Claus Mathiesen opined that it is difficult to obtain alternative civil service. Two sourced stated that the official position is that alternative civil service is not provided during mobilisation. [...]

After the announcement of mobilisation, Kirill Berezin, a 27 year-old male from St. Petersburg, received a call-up notice. Berezin performed military service in 2014 and was called up from the reserve. He went to his local military enlistment office to fill out an application for alternative civil service, but was allegedly sent to a military unit close to the Ukrainian border. A court in St. Petersburg later rejected his lawsuit. The court reportedly ruled that alternative civil service is for regular conscripts under the age of 27.

In October 2022, the State Duma passed draft legislation stating that during mobilisation, persons performing alternative civil service can be relocated to civilian personnel positions within the Russian armed forces. On 4 November 2022, the president signed the bill. [...]

12.2 Forced recruitment in Chechnya

Regarding the Republic of Chechnya, the drafting of men has been different from the rest of Russia since the start of the full-scale invasion of Ukraine.

When Russia invaded Ukraine, Chechnya was practically the only place in the Russian Federation where forced recruitment took place. Shortly after the invasion, the Chechen authorities began what they called “self-recruitment.” This was the Chechen government’s way to pressure people to join the forces in Ukraine, because the head of the republic, Ramzan Kadyrov, had promised to deliver “volunteers” that would be sent to Ukraine.

In June 2022, as claimed by the speaker of the Chechen regional parliament, at least 1,360 Chechen residents had “volunteered.” However, the methods of recruitment consisted of blackmail and threats. Some officials were reported to kidnap potential soldiers and extort money from their families or threaten to rape or torture family members, if they did not sign up for the army. By the end of August, the number of “volunteers” increased to 5,000, according to the speaker of the regional parliament.

However, the number of volunteers was not sufficient. Thus, the Chechen government and Kadyrov himself threatened with depriving people, who did not want to join the military,

of social benefits such as unemployment benefits for low-income families among other things. According to two sources, this is happening because the Chechen authorities can commit any violation of human rights without any liability. Many of those who were “self-recruited” and sent to Ukraine in the beginning of the war did not want to return a second time to fight in Ukraine. However, the Chechen leadership continued to pressure them to return. The official argument was that since they already had experience from the war, they had a special obligation to go again.

12.2.1 Mobilisation in Chechnya

When the Russian president announced the partial mobilisation in September, Kadyrov relatively quickly stated that Chechnya already had fulfilled its quotas, probably because he did not want to be pressured by the federal government.

However, despite this statement, the Chechen authorities continued to mobilise individuals to the war. The authorities primarily targeted people who showed discontent either with the local government itself or with the war in Ukraine, or people that the authorities somehow disliked. According to Huseyn Aliyev, there are cases of men targeted by the Chechen authorities, taken directly from homes and brought to detention facilities, where they were beaten and tortured. Afterwards, they are sent directly to the front in Ukraine.

The day of announcing the mobilisation, a group of women announced they would protest against sending their husbands and sons to war. The reaction from the authorities was very strong and minutes after the women assembled, the police detained all of them. Furthermore, the security forces apprehended their male relatives and sent them to Ukraine. The fate of the women themselves was unknown at the time of writing of this report.

On 1 November 2022, according to Caucasian Knot, Kadyrov threatened to continue the mobilisation effort in Chechnya, even though president Putin and the Minister of Defence Shoigu had declared the end of the mobilisation. Kadyrov stated that Chechens should hurry to sign up if they wanted to fight along with fellow Chechens, because otherwise they would end up in units with Russians. [...]

According to Gregory Shvedov, if the Chechen authorities want a person, no place in Russia would be safe, since the local Chechen government can easily target a person outside the republic. In addition, in some instances, it would likely be easier for the Chechen authorities, if the person relocated to one of the bigger cities in Russia. » Source: Danish immigration services (DIS), Russia : An update on military service since July 2022, décembre 2022, p.1, 24-28, 32-34: https://us.dk/media/10558/update-on-military-service-in-russia_til-gaengeligt.pdf.

ELENA, décembre 2022 :

« Summons - a document, which obliges its addressee to come to the military commissariat at the specified date and time for certain activities related to the call-up for military service, registration in the military register, the transfer to the reserve or to establish additional information about the health of a citizen, verification of his documents, assignment or change of category

of fitness by the results of the medical commission or an independent medical examination and for mobilization.

The summons to the military registration and enlistment office is issued both to citizens between 18 and 27 years of age for military service or other activities related to it, and to persons subject to mobilization.

The responsibility of the person for repeated failure to appear is defined by Article 21.5 of the Code on Administrative Offences (administrative responsibility), with a warning or a fine of 500-3000 rubles (8-50 euro). The limitation period for administrative liability for failure to appear on summons is a long one (three years).

If a person fails to appear after personal and lawful service of two or more summonses, then criminal liability under Article 328 of the Criminal Code of the Russian Federation is incurred.

There is currently no separate criminal liability for failure to appear in response to a summons to mobilization; such failure to appear is covered by the article on evasion of military and alternative civilian service and is punishable by up to two years of imprisonment. At the same time, there were comments in the Russian media that failure to appear at the military registration and enlistment office on a single summons entails severe criminal liability, which does not correspond to the current legislation. » Source: European legal network on asylum (ELENA), Legal framework and practice regarding "partial" mobilization in the Russian Federation, décembre 2022, p.9-10: https://elenaforum.org/wp-content/uploads/wpforo/default_attachments/1675684903-Mobilization-in-Russia-2022-ENG-ECRE-ELENA.pdf.

EUAA, 17 février 2023 :

« [...] In an interview with the Danish Immigration Service (DIS) in October 2022, the editor-in-chief of Caucasian Knot, Gregory Shvedov, noted that the Chechen authorities were able to 'easily target a person outside the republic' which makes 'no place in Russia' safe for them. On 16 February 2023, a former resident of Chechnya who was returning from his father's funerals in Chechnya to the Netherlands, where he had been granted asylum as 'an LGBTQ+ refugee', was reportedly detained by police in Moscow's Domodedovo airport and handed over to the Chechen law enforcement officers. [...]

In the interview with DIS in October 2022, Sergei Krivenko stated that many people applied for alternative civil service after the start of the 'partial' mobilisation. According to the latest available statistics by the Federal Service of Labour and Employment (Rostrud), 1 166 young men were enrolled in alternative civil service as of 1 August 2022. No statistics for the second part of 2022 or information on which basis the applications for alternative civil service were approved were found in the time constraints of this query.

Sources giving legal advice to future conscripts noted that it was difficult to substitute military service with alternative civil service. The application to a military recruitment office should be lodged no later than six months before the start of the draft. Thus, the postal date on the application should be no later than 1 October for someone who expects to be drafted in spring and no later than 1 April in case of the autumn draft. Some

frequent reasons for refusals to grant alternative civil service reportedly included the expiration of the deadline to submit the application, insufficient substantiation of the reasons for applying to alternative civil service, false information given by the applicant, lack of available or suitable vacancies, evasion of military service in the past. Replacing military service with alternative civil service on the grounds of personal convictions was reported to be more difficult than on the grounds of religious beliefs. The religion of the conscript should be well-known and recognised, and religious affiliation should be proven with additional documents (certificate of membership, testimonies of other members) and the membership should be long-lasting.[...]

In the period between 1 May to 20 September 2022 – as reported by TV channel RBC based on the data from the State Automated System (GAS) and the Moscow City Court – 410 criminal cases on draft evasion from obligatory military service or alternative civil service were brought before the Russian courts, which is the maximum in ten years. In the same period in 2021, 385 such cases were brought to courts. Based on data from the Judicial Department of the Supreme Court of the Russian Federation, the independent media outlet Bumaga reported that 564 persons were convicted by courts for draft evasion in the first half of 2022. This figure represents an increase from 497 convictions for the same period of 2021 and corresponds to the number of convictions for the whole year of 2020, during which 562 persons were found guilty of draft evasion. Bumaga noted that in all the cases recorded by the Supreme Court of the Russian Federation, the punishment for draft evasion was a fine: since 2016 till June 2022, none of the convicted persons was sentenced to imprisonment. [...]

4. Military recruitment in Chechnya [...]

Since May 2022, there have been reports of Chechens who were illegally abducted or arrested and taken by force to police stations where they were demanded either to volunteer to take part in the hostilities in Ukraine or to pay ransoms of 200 000 – 500 000 roubles [2 538 – 6 345 EUR] through the use of violence and “under the threat of being subjected to fabricated criminal charges, having their relatives kidnapped, and having their female relatives subjected to various humiliating procedures.” According to the human rights NGO Memorial, the abductees were mostly “young men who had already attracted the attention of the law enforcement agencies.”

Sources noted that while the Chechen authorities refused to implement the ‘partial’ mobilisation order of 21 September 2022 they continued mobilising people to take part in the hostilities in Ukraine after the central authorities announced the end of the mobilisation on 28 October 2022. Caucasian Knot reported on 9 February 2023 that around 300 people had been employed by law enforcement bodies of Chechnya since December 2022, noting that it was possible that they would be further deployed to Ukraine. As reported by the same source at the end of July 2022, ‘[w]hen applying for law enforcer's job, a person will be enrolled in the reserve, and then face the fact that he is obliged to go and take part in the special operation.’ According to an imam of a mosque in Gudermes, who was involved in enforcement bodies’ recruitment, Chechnya was facing a shortage of law enforcement officers because of sending men to war. On 11 January 2023, Ramzan Kadyrov claimed that 21 000 Chechens had been sent to fight in Ukraine.

According to Caucasian Knot and its editor-in-chief Gregory Shvedov, who was interviewed by DIS in October 2022, the number of Chechens who had left Chechnya in 2022 increased. Thus, between January 2022 and August 2022, 948 people left Chechnya according to the Chechen statistical service, compared to 325 for the same period in 2021. [...] » Source: European Union Agency for Asylum (EUAA), Russian Federation; Major developments in the Russian Federation in relation to political opposition and military service, 17 février 2023, p. 8,13, 19-23 : www.ecoi.net/en/file/local/2087301/2023_02_EUAA_COI_Query_Response_update_Russia_major_developments_in_relation_to_political_opposition_and_military_service.pdf.

EUAA, décembre 2022 :

« One-year military service is compulsory for all Russian men aged 18 – 27. The MoD notes that completing compulsory military service is a prerequisite for a career in the public sector and governmental institutions. The number of men eligible to be drafted for military service is estimated at 1.2 million each year and around half of this number receives a draft notice requiring them to present themselves at a local military recruitment office (voenkomat).

Prior to conscription into obligatory military service, young men aged 16 – 17 undergo an initial military registration, which is carried out by military recruitment offices. As stated by MoD, the purpose of the initial registration is ‘to identify the number of pre-conscripts and define if they are medically fit for military service’ as well as to evaluate their level of education for further education or training. During the medical examination, pre-conscripts are assigned categories defining their physical and psychological fitness for military service. [...]

According to the law, Russian men aged 18 – 27 who are subject to statutory military service must notify their local military recruitment office about the place of their residence. Military recruitment officers were reported to have regularly visited homes (official addresses where a person is registered) and workplaces of reservists.⁵⁸ A failure to inform military officials about a change of one’s place of residence as well as a failure to present oneself at a military recruitment office is an administrative offence under Article 21.5 of the Code of Administrative Offences and is punishable by a fine in the amount of 500 – 3 000 roubles [8 – 50 EUR].

Article 31 of the Federal Law on Military Duty and Military Service requires that a draft notice is handed in person and that a person must sign for it upon receipt. After receiving the draft notice, the person is obliged to report to the military recruitment office, where he must undergo a medical commission. If proven fit for military service, the person must present himself at a recruitment commission, whose role is to decide whether he will be conscripted, granted exemption or deferral from military service, or admitted to the reserve (zapas). If the commission decides that the person will be conscripted, he will be notified about the location of his military service. The recruitment commission also decides on requests to serve alternative civil service. [...]

Article 328 part 1 of the Criminal Code stipulates that ‘evasion of conscription in the absence of lawful grounds for release from the military service’ is punishable by either a fine up to 200 000 roubles [3 272 EUR], or in the amount of the wage or salary, or any

other income of the convicted person for a period up to 18 months,⁶² or by compulsory labour for a period up to two years, ⁶³ by arrest for up to six months, or by up to 2 years in prison. The criminal responsibility under Article 328 applies only in cases when the person has been found a draft evader by a court. The charges can be initiated in cases if a person deliberately ignores draft notices and calling-up for military service. As explained by a Prosecutor's office of Chelyabinsk region, a failure to report to military recruitment office after having received a draft notice or a failure to report to a place of assembly for a departure to a military unit are understood as draft evasion. The source explained further that actions such as self-inflicted injury to avoid military service, a failure to present oneself for a medical examination, or a failure to receive draft notices sent by a military recruitment office as well as obtaining fake documents to get an exemption from military service are considered draft evasion. [...]

*The situation of conscription and military recruitment in Chechnya (officially, the Chechen Republic) is partly different from the rest of the Russian Federation. Conscription into obligatory military service of young Chechens was suspended after the fall of the Soviet Union due to the armed conflict between the Chechen separatists and the Russian Federation. Following several failed attempts of conscription, especially in 2001 and 2007, **military service was reinstated in Chechnya in 2014**, after an agreement between the head of the Chechen Republic, Ramzan Kadyrov, and Russian MoD was reached **for drafting 500 conscripts per year**.*

*Chechnya has a large security force of about 30 000 men, mainly attached to the Russian National Guard (Rosgvardia) and the Ministry of Internal Affairs. In practice, some units answer directly to Ramzan Kadyrov, and are usually referred to as Kadyrovites (kadyrovtsy). The Kadyrovites, who are accused of numerous abuses committed with complete impunity, such as arbitrary detentions, torture or extrajudicial executions, were the first units deployed from Chechnya to Ukraine, especially within the troops of the National Guard. **In April 2022, Ramzan Kadyrov announced his plan to recruit and train 200 volunteers per week**. The latter, from Chechnya, other Russian regions or CIS countries, reportedly receive a few days' training in the Russian Special Forces University in Gudermes (Chechnya), established in April 2022, before being deployed to Ukraine. At the beginning of the conflict, according to several sources, volunteers were promised a commitment bonus of up to 300 000 roubles [4 930 EUR], plus usual remunerations established by the Russian MoD for contract soldiers. According to RFE/RL's service Kavkaz.Realii, they were assigned a monthly salary ranging from 200 000 to 300 000 roubles [3 172 to 4 930 EUR]. They were also promised a payment of 50 000 to 300 000 roubles [820 to 4 930 EUR] for each combat vehicle destroyed. Reportedly, **the promises of salaries were not always kept and there were reports of relatives complaining that they had not received the promised financial support and medical care after their male relatives were injured or killed in Ukraine**.*

The legal status of these volunteers is unclear. Some sources reported that initially they had been deployed without a contract, whereas other sources mentioned that volunteers had been mainly deployed within the Chechen volunteer battalion Akhmat, attached to the MoD. From June 2022, volunteers became attached to military units, to private military companies such as Wagner, or to the National Guard on short contracts, sometimes signed retrospectively in their absence. For information on volunteer fighters in Ukraine, please see chapter 3.3 Volunteer battalions and mercenaries.

On 26 June 2022, Ramzan Kadyrov announced the establishment of four exclusively Chechen volunteers' battalions attached to the MoD: South-Akhmat, North-Akhmat, West-Akhmat and East Akhmat. However, facing the lack of recruits, men of these regiments come mainly from the Chechen police forces and the National Guard and, according to Ramzan Kadyrov, they all already had received combat experience in the Donbass. **At the same time, Kadyrov launched a wave of recruitment among the republic's security forces. The first servicemen from these battalions were deployed to Ukraine in September 2022. In mid-September, Ramzan Kadyrov signed a conscription order for men aged 18 to 27, which triggered demonstrations in Grozny. On 23 September, Kadyrov stated that a 'partial mobilisation,' ordered by President Putin, would not be applied in Chechnya, as the republic had already exceeded the quota for personnel to be drafted. According to the Chechen authorities, Chechnya has already deployed more than 20 000 troops since the beginning of the hostilities and around 9 030 Chechens were reportedly fighting in Ukraine as of 15 November 2022. According to Huseyn Aliyev, the numbers of Chechen fighters deployed to Ukraine, which are officially communicated by Chechen authorities, 'are likely to be inflated'.**

In October 2022, the Chechen authorities announced that 500 volunteer medical workers would be sent to Ukraine. **Poorly equipped for artillery combat, the Kadyrovites were mainly employed for urban combat, securing Russian occupied territories, guarding prisoners of war, and preventing the desertion of Russian soldiers.** The Kadyrovites suffered heavy losses in northern Ukraine in February and early March 2022, and, according to Ukrainian intelligence, withdrew from the region in mid-March. In March 2022, according to the Chechen authorities, the Kadyrovites were also present in the Donetsk region, notably in Mariupol, as well as in the Zaporizhzhia, Kharkiv, Luhansk and Kherson regions. Between March and June, they participated in urban battles for the capture of Rubizhne, Sieverodonetsk and Lysychansk in the Luhansk region. In September 2022, according to the Ukrainian army and the Warsaw institute, up to 1 300 or 1 500 troops from Chechnya were sent to Kherson region. According to both researcher Huseyn Aliyev, and human rights lawyer interviewed by EUAA in November 2022, no NGOs working to help drafted persons were present in Chechnya. Moreover, as noted by the human rights lawyer, there were 'no signs of anyone talking [about military drafting and deployment] and complaining'.

4.2. Methods of recruitment

In Chechnya, recruitment of fighters for warfare against Ukraine was reported to have been organised in a general atmosphere of coercion and in violation of human rights standards. Ramzan Kadyrov has regularly reported on deployments of volunteers to Ukraine. Similarly, the president of Chechen Parliament Magomet Daudov also reported the same. In June 2022, upon inquiry by RFR/RL's service Kavkaz.Realii, employees of Chechen enlistment offices stated that only volunteers were accepted for deployment to Ukraine. **In July, as reported by Caucasian Knot, the Chechen leader said on air of the state TV Grozny that anyone who would refuse to go to Ukraine 'will get into the hell'. At the end of August 2022, Kadyrov reportedly 'called the refuseniks [people who refused deployment] parasites' and stated that low-income families whose young members would refuse the enrolment in the Chechen military units should be denied social benefits.**

During the reference period, media sources, human rights activists and bloggers — referring to the statements of Chechen men and their relatives — have reported on numerous instances of forced recruitment. The methods used for forced recruitment included

inducement, threats, and kidnapping. The Europe-based human rights NGO Vaifond, reported in May 2022 that, among the people who were forced to volunteer, were people with disabilities as well as people who had no previous connection to the state - or low enforcement-bodies.

According to the source, some civil servants were also forced to apply to join the volunteer battalions. During the same month, **Kavkaz.Realii reported that, based on the information of the opposition movement 1ADAT, around 130 people were kidnapped and detained to force them to volunteer for the units.** On 15 June, an independent media outlet The Insider, reported that a brother of a Chechen opposition blogger Khasan Khalitov was abducted by the Chechen security forces and taken to Ukraine. **In some instances, men were reported to have had to pay a high ransom to avoid recruitment or to choose between signing a contract to be deployed to Ukraine and facing made-up criminal proceedings.**

As noted by the chairman of the Civil Assistance Committee (Grazhsanskoe sodeystvie) Svetlana Gannushkina, persons refusing to take part in the hostilities in Ukraine, as well as their family members, could face persecution by the authorities. Based on information from human rights NGOs, **The Insider noted on the use of family members for recruitment purposes. The source reported on instances involving threats to abduct and detain relatives, threats to abduct a young man who refused to go to Ukraine addressed to his parents, and threats with molestation of female relatives. According to the Insider, state actors use kidnappings for extortion.**

Persons persecuted by law enforcement and convicted prisoners were also reported to be among the involuntary recruits. **Human rights activists reported that interned men who refused their deployment to Ukraine were threatened with contrived criminal proceedings.** Among recruited personal there were also alleged criminals and prison inmates who preferred deployment to Ukraine to criminal proceedings and prison detention. Persuasive methods were also reportedly used: these methods did not use coercion directly but attempted to gain persons' consent to the deployment, for instance, by 'reminding' people about their past criminal records and threatening with imprisonment.

In September 2022, there were reports on recruitment of male relatives of women who protested against the 'partial mobilisation' order. For example, male relatives of women who wanted to hold a protest rally against mobilisation measures were reportedly taken to the Russian Special Troops University in Gudermes for the training prior to their deployment to Ukraine. After the case attracted public attention, law enforcement authorities reportedly demanded that a family of a man deployed to Ukraine would deny that his deployment was forced on camera.

On 10 October 2022, Kadyrov announced an additional deployment of medical personnel, comprising more than 500 volunteers with medical training, to Donbass. The deployment was preceded by an apology by a nurse who was publicly reprimanded by the Minister of Health in Chechnya for an audio recording in which she spoke about a mobilisation of medical personal in Chechnya and expressed to go to Ukraine voluntarily. [...] ‘

5.2. Punishments under the law

On 25 November, in email communication with EUAA, a human rights lawyer noted that **the implementation of legislation amended on 24 September 2022 was 'still very rare and consisted of several individual cases'.**

5.2.1. Evasion of mobilisation

On 5 October a first criminal case for evading conscription under the mobilisation order was initiated in Penza. **The charges under Article 328 of the Criminal Code were initiated against a 32-year-old man who refused to sign a draft notice** and was detained by the OMON (Special Purpose Mobile Unit) police forces. On 7 October, **it was reported that the Prosecutor's office in Penza region refused to initiate the criminal proceedings.** As reported by independent media, based on the opinion by Pavel Chikov, Article 328 should apply 'only to citizens who evade conscription for military service,' as was previously clarified by the Supreme Court of the Russian Federation.

On 6 October, a regional military commissioner of Chelyabinsk region noted that 15-20 instances of desertion and draft evasion during the mobilisation period were being 'checked' in the region. » Source: European Union Agency for Asylum (EUAA), The Russian Federation - Military service, décembre 2022, p. 17, 47-57 : www.ecoi.net/en/file/lo-cal/2084282/2022_12_EUAA_COI_Report_Russian_Federation_Military_service.pdf.

Euronews, 20 janvier 2023 :

« [...] Chechen men fighting under Russia's flag are known as the Kadyrovtsy or Kadyrovites, after the father of the leader of the Chechen Republic, Ramzan Kadyrov, often referred to as "Putin's mad dog". [...]

"They are like his personal army," Harold Chambers, a North Caucasus analyst, told Euronews, pointing out that a "big reason" why they are in Ukraine is because Kadyrov -- a staunch advocate of the war -- wants to curry favour with the Russian president. [...]

Thousands of Chechen foot soldiers poured into Ukraine during the very first days of the war, which began on 24 February 2022.

Estimates of their number vary, but there are thought to be around 9,000 Chechens on the Russian side, with more than 21,000 having cycled through the conflict. [...]

But Ratelle was sceptical about their significance on the battlefield, likening them to a disposable private army.

"These are not elite troops," he said. "They were most likely used as a grunt force... It's always easier for a Chechen to be killed in a war than an ethnic Russian."

"They were treated like cannon fodder for a while".

Putin's "partial mobilisation" of 300,000 troops, announced in September, has disproportionately targeted ethnic minority populations or migrants from Central Asia, many coming from impoverished communities.

Soldiers from Muslim-majority regions in Russia, like Dagestan, have died at a rate 10 times higher than those from Moscow, according to the BBC's Russian Service.

While the exact number of Chechen war dead is unknown, much like the wider casualty figures on both sides of the conflict, Chambers says they have “sustained heavy losses”.

Still, Chechen fighters serve other important roles in the war, often doing Moscow's dirty work.

Chechens have reportedly been used to enforce discipline on disgruntled Russian soldiers, even executing deserters and those who try to defect to the Ukrainian side. »

Source : Euronews, 'TikTok warriors': What are Chechen fighters doing in Ukraine?, 20 janvier 2023: www.euronews.com/2023/01/20/mad-dogs-what-are-chechen-fighters-doing-in-ukraine.

HRW, 12 janvier 2023 :

« Chechnya

Chechen authorities under governor Ramzan Kadyrov continued to ruthlessly quash all forms of dissent. In December, Chechen security agents rounded up, subjected to ill-treatment and kept in incommunicado detention, dozens of family members of five Chechen bloggers and activists, who live abroad and criticized Kadyrov online. They forced the families to “apologize” and publicly dissociate themselves from their exiled relatives.

*1ADAT, an anti-Kadyrov social media channel, was one of the key targets. In January, Chechen police abducted Zarema Mussaeva, the mother of 1ADAT's supposed administrator, Ibrahim Yangulbaev, and human rights lawyer Abubakar Yangulbaev, and forcibly brought her from Nizhny Novgorod to Chechnya, where she remained in detention at time of writing on bogus criminal charges. In August, media reported on the extrajudicial execution of 19-year-old Salman Tepsurkayev dating back to September 2020, days after his abduction. Tepsurkayev moderated the Telegram channel 1ADAT, which routinely features Chechen dissident voices, including those critical of Kadyrov. Authorities have not opened an investigation into his disappearance or alleged torture and killing. **Kadyrov became a major official spokesman glorifying abusive warfare in Ukraine and in October he called for the “razing of Ukrainian cities to the ground.” He organized the deployment of several thousand Chechen servicemen to Ukraine; human rights organizations reported complaints from Chechnya's residents about forced recruitment of their family members.***

In November 2021, the European Court of Human Rights ruled in favor of Luisa Tapayeva, a divorced Chechen woman seeking to reunite with her four daughters. In Chechnya and other parts of the North Caucasus, local authorities enforce local customs that treat children as the property of their father and paternal family, which makes it difficult for single mothers to gain custody. Source : Human Rights Watch (HRW), World Report 2023 - Russian Federation, 12 janvier 2023: www.ecoi.net/en/document/2085489.htm

Meduza, 15 juillet 2023 :

« A district court in Russia ruled partially in favor of Maksim Moiseyev, a defendant in Russia's first case concerning evading mobilization. The human rights group Voyennyye

Advokaty [Military Lawyers] says the court ruled that Moiseyev should be paid 20,000 rubles (around \$220) as compensation for unlawful criminal prosecution.

The case against Moiseyev was opened in late September 2022, after he twice failed to appear at a military enlistment office after receiving a summons. In early October, Moiseyev was arrested by special police and placed in temporary detention. He was released two days later, and the prosecutor's office declared a criminal case against him illegal, since it came under a law applying to citizens who decline mandatory military service.

After that, Moiseyev sought damages for hedonic damages, for intangible loss of quality of life, in the amount of 300,000 rubles (\$3,324). Moiseyev plans to appeal the district court's decision.
» Source: Meduza, Russian district court rules partially in favor of defendant in first mobilization evasion case, 15 juillet 2023: <https://meduza.io/en/news/2023/07/15/russian-district-court-rules-partially-in-favor-of-defendant-in-first-mobilization-evasion-case>

Meduza, 13 juin 2023 :

« Vladimir Putin has signed a bill into law that will require military conscripts to give their international passports (which are necessary for foreign travel) to the authorities for storage during their service period. Conscripts, as well as Russians performing alternative civilian service, will have five days from the time of their conscription to give their passports to an Interior Ministry migration department office or a Municipal Services Center under the new legislation. Anyone who fails to turn it in without a legitimate reason will have their passport invalidated. The law will come into force in 180 days. Human rights advocates have said it's unlikely to affect Russians who enlist as part of the 2023 fall conscription drive. » Source: Meduza, Putin signs law requiring conscripts to give up passports during service period, 13 juin 2023: <https://meduza.io/en/news/2023/06/13/putin-signs-law-requiring-conscripts-to-give-up-passports-duringservice-period>.

Meduza, 23 mai 2023 :

« Russia's State Duma approved an amendment to a law on the procedure for entering and departing Russia that requires those conscripted into military or alternative civilian service to hand over their passports. According to the amendment, passports must be handed over to the Russian authorities within five days of receiving the conscription notice.

The document says that passports will be returned upon completion of either military or civilian service. **If a conscript fails to surrender their passport without providing an acceptable reason, the passport will be declared invalid.**» Source: Meduza, Russian State Duma approves amendment allowing passports of conscripts to be confiscated, 23 mai 2023: <https://meduza.io/en/news/2023/05/23/russian-state-dumaapproves-amendment-allowing-passports-of-conscripts-to-be-confiscated>.

Meduza, 12 avril 2023 :

« The new amendment package to Russia's draft law has four segments, covering the following areas:

- Digitization of military records
- Appeals of draft commission decisions
- Establishing a unified register of draft summonses
- Contract military service

The new law prescribes the creation of a unified register in which active summonses will be recorded. The register is to be maintained by the Defense Ministry, but the details of how it will operate will have to be worked out after the new legislation comes into effect.

The amendments repeal the former guarantee that the state would provide a public defender for any case involving violations of the draft law. Previously, any draft decision would be automatically suspended if appealed. The new legislation is getting rid of this provision. Now, even if you're in process of appealing a draft decision in court or with a higher-level military authority, the decision itself will remain in force during the appeal.

In the past, if a person was apprehended in the street and delivered to a draft office, he himself or even his proxy would have been able to object to the draft officials' actions on the very same day. This important provision protected people from arbitrariness and from abuses of power by the draft officers. This legal instrument is now being taken away.

It's still possible to appeal a draft commission's decision, but it wouldn't be a reliable defense against being sent off to the army barracks. A court still has the power to suspend the execution of a draft decision, but it can also dismiss the motion to suspend it, or simply take too long in considering it. As a result, a person who might be ineligible for army service for medical or other reasons would have to join the army even in process of appealing the conscription.

Shifting the burden of compliance and making draft evasion harder

If a person has been summoned to the draft office and doesn't report for duty in 20 days, he is going to be barred from doing things like registering as an independent contractor, working as a self-employed professional, applying for credit, driving a vehicle, or registering a car title. The new law also vests Russia's regional authorities with additional powers to introduce further limitations. They can, for example, suspend subsidy payments to draft-eligible orphans until they report to the draft office. This signals that the state may ultimately move towards adopting essentially fascist policies.

A military summons is officially considered delivered seven days after its publication in the unified draft register, regardless of whether it had been sent electronically through the state service portal ("Gosuslugi") or delivered in person. At this point, its recipient is barred from leaving the country. People subject to military duty are also expected to keep an eye on the register themselves, and if they miss the draft notice, it's their own problem.

Taking away the citizens' legal tools

For now, the State Duma has passed the amendments in the third reading. To take effect, they have to be signed by the president. What's unclear is when the provisions regarding the unified register will become effective, given that the register itself is yet to be created and launched.

The point of the new legislation is to render the citizens even more defenseless before the arbitrary power of the draft offices, and to simplify the procedures of seasonal conscription, contract recruitment, and mobilization. A new round of mobilization is likely just a matter of time.

As an example of what these changes mean in practice, a person can now be registered in the military reserves in absentia. Until now, he had to report to the draft office, go through a medical exam, and receive a copy of the decision about his eligibility for service. This procedure has been waived.

With respect to contract service, the amendments are geared towards enabling the authorities to conduct mass conscriptions. According to some unverified data, Russia's armed forces are planning to recruit 400,000 new contract soldiers by the end of the year. Any citizen will now be able to sign a contract with the army, even if he has no training, and even if he isn't in the army reserve. The same law waves the former scruples about mandatory-term conscripts: in the past, they could only sign a contract three months after completing their initial tour of duty. Now this stipulation is gone.

Finally, the amended law will deprive citizens of the legal tools they need to appeal the draft commission's decisions and to defend their right to deferral or exemption.» Source : Meduza, Drafting the defenseless, A military lawyer discusses Russia's newly amended conscription law and gives his best advice to draft-eligible men who don't want to join the army, 12 avril 2023: <https://meduza.io/en/feature/2023/04/12/drafting-the-defenseless>.

Newsweek, 1^{er} août 2023 :

« Russian President Vladimir Putin on Sunday signed a new law that will significantly increase fines for those trying to dodge military summons, amid speculation the Kremlin is considering a second mobilization order to bolster its forces in Ukraine.

Previously, Russians failing to present themselves at a military registration office after being summoned could face fines of between 500 rubles (\$5) and 3,000 rubles. The new legislation will increase that to a flat fine of 30,000 rubles, with higher fines of 400,000 to 500,000 rubles, and 60,000 to 80,000 rubles, for legal entities and Russian government officials, respectively, for failing to submit military registration lists to recruiters.

The Kremlin is trying to make it more difficult for its citizens to avoid the draft. Despite persistent rumors, Moscow has not yet ordered a second wave of mobilization. The first began in September 2022 and aimed to add 300,000 troops to the armed forces amid the pressures of Russia's stalled war on Ukraine. » Source: Newsweek, Putin Tightens Mobilization Noose with Tenfold Hike in Draft-Dodging Fines, 1^{er} août 2023: www.newsweek.com/putin-mobilization-tenfold-hike-draft-dodging-fines-conscription-ukraine-reserves-1816658.

NYT, 30 avril 2023 :

« [...] Last year, 1,121 people were convicted of evading mandatory military conscription, according to statistics from Russia's Supreme Court, compared with an average of

around 600 in other recent years. Before the war, a vast majority were fined, not imprisoned. Russia recently passed a measure making it much harder to avoid a draft summons.

In addition, criminal cases have been initiated against more than 1,000 soldiers, mostly for abandoning their units, according to a broad court survey by Mediazona, an independent Russian news outlet. Anticipating the problem in September, when several hundred thousand civilians were mobilized, Russia toughened the penalties for being AWOL. [...] » Source: New York Times (NYT), They Refused to Fight for Russia. The Law Did Not Treat Them Kindly, 30 avril 2023: www.nytimes.com/2023/04/30/world/europe/russia-military-deserters-ukraine.html.

OSAR, 29 septembre 2022 :

« Un médecin qui refuse d'être déployé en Ukraine risque un licenciement et d'avoir des difficultés à retrouver un emploi. D'autres représailles plus sévères ne sont pas exclues. Selon la personne de contact D, un médecin qui n'a pas signé de contrat d'engagement avec l'armée et qui a refusé de participer à l'opération militaire spéciale en Ukraine n'encourt pas de conséquences juridiques, mais il pourrait être licencié sous de faux prétextes et avoir des difficultés à retrouver un emploi. Il pourrait également faire face à d'autres types de discrimination. La personne de contact A confirme qu'il est possible que les dirigeants d'institutions médicales et de recherche de l'Agence fédérale de médecine exercent une pression informelle sur les médecins pour qu'ils prennent part à des brigades spéciales prêtes à être déployées en Ukraine. Le médecin peut alors être confronté à la question de démissionner de l'institut ou d'accepter la mission. D'autres types de représailles sont possibles en fonction notamment de l'importance et de l'activisme de la personne. Outre le licenciement, cette personne pourrait se voir menacée par les services sociaux de se faire retirer ses enfants ou encore être déclarée « extrémiste » et voir ses comptes financiers bloqués. Des poursuites pénales peuvent également être engagées contre elle (ou ses proches) pour des motifs aberrants (drogue, hooliganisme, fraude, etc.). La personne de contact A précise qu'un médecin qui ne refuse pas formellement de prendre part à ces brigades spéciales, mais qui s'enfuit et quitte le pays, s'expose à des risques de représailles similaires.

Système judiciaire et organismes chargés de l'application de la loi sous influence de la branche exécutive. Très difficile pour un citoyen de faire valoir ses droits dans des « affaires politiques ». Pour la personne de contact B, il n'y a pas de « loi » en tant que telle en Russie. Pratiquement tous les tribunaux et les organismes chargés de l'application de la loi sont sous l'influence opérationnelle de l'exécutif. Les citoyens et les citoyennes ne peuvent défendre ou faire valoir leurs droits que dans des cas isolés et presque jamais dans des cas impliquant des « questions politiques » que les autorités contrôlent. Par conséquent, les autorités disposent d'un arsenal assez large de moyens leur permettant d'influencer ou de punir le citoyen ou la citoyenne « indésirable » sans le réprimer formellement pour des motifs de « protestation ». [...]

Certains soldats ont reçu un tampon sur leur carte d'identité militaire mentionnant qu'ils avaient refusé d'être déployé en Ukraine et qu'ils étaient « enclins à la trahison, à la tromperie et au mensonge ». Dans une interview donnée au site d'information Meduza, l'avocat Maxim Grebenyuk rapporte que certains soldats qui ont refusé de se battre en Ukraine ont eu leurs états de service marqués d'un tampon avec la mention « enclin à la trahison, à la

tromperie et au mensonge ». Selon l'avocat, cette pratique n'est pas systématique et provient probablement de l'initiative personnelle de plusieurs commandants. D'autres soldats ont rapporté que leur carte de service militaire mentionnait qu'ils avaient été licenciés pour avoir refusé de participer à l'opération militaire spéciale et notamment pour « non-respect des termes du contrat ». **Le but de ces notes, qui selon l'avocat sont illégales, est de ruiner la vie du soldat en limitant ses futures options professionnelles, surtout s'il reste dans le domaine militaire, pénitentiaire ou de toute organisation chargée de faire respecter la loi (Meduza, 3 mai 2022).** La personne de contact A a confirmé que certains conscrits qui ont refusé de participer à « l'opération militaire spéciale » se sont vus apposer un tampon sur leur carte d'identité militaire avec la mention « **Sujet à la trahison, au mensonge et à la tromperie. Refus de participer à des opérations spéciales sur le territoire de l'Ukraine, de la DNR et de la LNR** ». Pour cette personne de contact, un tel tampon aura un impact très négatif sur la vie du soldat. » Source: Organisation suisses d'aide aux réfugiés (OSAR), Fédération de Russie : refus de servir dans la guerre contre l'Ukraine, 22 septembre 2022, p. 13-14: www.osar.ch/fileadmin/user_upload/Publikationen/Herkunftslaender-berichte/Europa/Russland/220929_RUS_refus_de_servir_2.pdf.

RFE/RL, 10 novembre 2022 :

« Russian forces have sustained heavy losses in the war in Ukraine, and fighters from Chechnya are no exception: On October 24, dozens of Chechen men were killed in an artillery strike on the building where they were staying in the Kherson region town of Kayiry.

*In a fiery Telegram post the same day, **Kremlin-backed strongman Ramzan Kadyrov** claimed Chechens in Ukraine were “defending their religion and family values” and proposed dramatically increasing the number of men from Chechnya sent to the war.*

“We have about 1.6 million people,” he said, although according to Russian statistics the population of Chechnya in 2021 was 1.51 million, including 420,000 retirees and 551,000 children. “Of those, at least 300,000 or 400,000 -- I don’t know exactly what the male population is that can be sent to the war.... Age doesn’t matter. In any case, you all should be at the military recruiting office and joining those units that are fighting now.”

Kadyrov, who is accused of presiding over widespread human rights abuses during his 15-year tenure as the head of Chechnya, has been one of the most ardent and aggressive advocates of Moscow’s invasion of Ukraine, regularly criticizing Russian commanders he suggests have been too timid and restrained in their conduct of the war. In a video posted on October 25, Kadyrov falsely asserted that all of Ukraine is “our Russian territory” and said that Ukrainians -- it was unclear whether he meant combatants or all Ukrainians -- should not be taken prisoner, but rather “burned.”

Now, the authorities in Chechnya have launched an aggressive campaign to shame local men into volunteering for combat in Ukraine. In a recent meeting with officials, parliament speaker Magomed Daudov announced a new effort “to explain the goals of the special military operation in Ukraine,” using the Kremlin’s euphemism for its unprovoked war against Kyiv, and said there were more than 1,000 vacancies in the ranks of the Chechen police and National Guard units.

Shortly after that meeting, residents of the North Caucasus republic began receiving messages from clergymen instructing them to urge their relatives to join the police for service in Ukraine.

'Useless Chechens'

Officials have been releasing videos of Chechen soldiers berating so-called “useless Chechens” for not showing sufficient enthusiasm for “protecting Russia’s interests.”

“Those of you with drawn-on beards and tight trousers, gnawing on sunflower seeds and talking big,” said Kuchaloi regional police chief Rustam Aguyev in a video posted on October 30 to the Telegram channel of Chechen Press and Information Minister Akhmed Dudayev. “I swear to Allah, I would be ashamed to go out while my brothers are fighting and dying. It is a shame. You desecrate our history. If we come home, we won’t let you out on any of our streets.”

Dudayev added a note to the post saying that “even our brave, courageous women” should be active in the combat zone, and “of course, under such circumstances, not a single man should be idle.”

Kadyrov himself piled on in a video on October 27 in which he said Chechens who don’t fight are “rags and nothing more.”

“Hey, Chechens!” Kadyrov said. “How can you sleep peacefully at home tonight? I am very surprised at you. Why aren’t you gathering by the thousands in mosques, at military recruiting offices and units? What kind of people are you? What will you tell your families? You will be among those men who are living off their wives.”

It was a remarkable turnabout for the Chechen leader, who in April was bragging that Chechens “have become an example for all residents of our vast country” in terms of volunteering to fight.

“All Russians see and appreciate this,” he claimed on Telegram.

As recently as August, Kadyrov said a private military training center in the city of Gudermes -- a Kadyrov stronghold located midway between the capital, Grozny, and Kadyrov’s lavish residence in his hometown, Tsenteroi -- was sending 200 trained fighters to Ukraine every week.

On October 29, Kadyrov said that call-up notices would continue being distributed in Chechnya even though the large-scale military mobilization that President Vladimir Putin announced on September 21 was officially coming to an end. He called for the creation of additional, trained reserve units in Chechnya.

The Russian Defense Ministry said mobilization had been completed on November 1.

Selective Mobilization

But mobilization in Chechnya has been selective, said Khizir Suleimanov, who represents the Chechen separatist movement in Germany. Former Chechen insurgents from the restive republic’s two wars against Russia in the 1990s and early 2000s and their relatives have been particularly targeted, he said.

"Having identified someone as a supporter of Chechen independence, several men in military uniform will show up at his home and hand over a call-up notice," Suleimanov said. "In the last few days alone, I found out that the son and the nephew of someone who fought in the same unit with me had been taken away."

Activists in Chechnya have reported that people who recently applied for foreign passports and the relatives of people who have spoken out against mobilization have been targeted for call-up notifications as well.

Opposition activist Ibragim Yangulbayev told The Insider that the sons, husbands, and other relatives of protesters have been sent to Ukraine as "volunteers."

Russian human rights activist Svetlana Gannushkina criticized the authorities for adopting the shaming tactics, which she called "primitive" and "illegal."

"Despite such harsh, illegal actions, Chechnya continues to protest," she said. "Mostly it is women since, so far at least, they have been treated more mildly than men have been." »
Source : Radio Free Europe/Radio Liberty (RFE/RL), Authorities In Chechnya Use Aggressive Shaming To Boost Number Of Volunteers For Russia's Ukraine War, 10 novembre 2022:
www.rferl.org/a/russia-chechnya-ukraine-war-recruitment-kadyrov-shaming/32124093.html.

The Guardian, 26 juillet 2023 :

« Russia's parliament has voted to raise the maximum age at which men can be conscripted to 30 from 27, increasing the number of young men liable for a year of compulsory military service.

The bill comes as Moscow seeks to replenish its forces on the frontline in Ukraine without resorting to another mobilisation – a step the Kremlin took last September which proved unpopular.

"From January 1, 2024, citizens aged 18 to 30 will be called up for military service," the lower house of parliament said after the bill was passed in a second and third reading.

The law also prohibits conscripts from leaving the country once the enlistment office has sent them their draft notice.

The bill still has to be approved by the upper chamber and signed into law by President Vladimir Putin, steps that are considered a formality.

Previously, one year of military service was mandatory in Russia for men aged 18 to 27 with conscription carried out twice a year. Lawmakers also said they were dropping an initial proposal to gradually shift the conscription age to between 21 and 30.

"The wording of the draft law changed because the demographic situation is serious and affects the volume of the mobilisation resource," Andrei Kartapolov, head of the Duma's defence affairs committee, told the Interfax news agency.

Also on Tuesday, the Duma passed a bill significantly increasing fines for those who fail to show up at an enlistment office after a draft notice is received. They will be risking a fine of up to 30,000 rubles (about \$330) when the law comes into force on 1 October. The maximum fine is currently 3,000 rubles. » Source: The Guardian, Russia raises the maximum age of conscription as it seeks to replenish Ukraine forces, 26 juillet 2023: www.theguardian.com/world/2023/jul/26/russia-conscription-maximum-age-raised-ukraine-war?CMP=Share_AndroidApp_Other.

The Moscow Times, 16 juin 2022 :

« Authorities in the Russian republic of Chechnya are forcing local men to join “volunteer” battalions for Moscow’s invasion of Ukraine, investigative news outlet *The Insider* reported Wednesday.

Soldiers have reported the use of intimidation, blackmail, or threats of torture and kidnapping against their loved ones, according to *The Insider’s* sources.

While the exact number of cases is unknown, local human rights organization Vayfond said it has received at least 50 requests related to forced mobilization. Chechen blogger Islam Belokiev told *The Insider* that he learns of at least three such stories each day.

“We have a lot of messages about Chechens being forcibly sent to [fight in] the war,” Ibragim Yangulbayev, leader of regional opposition movement 1ADAT, told the outlet.

“People imprisoned on fabricated criminal charges are offered the chance to sign a contract with the armed forces. The police promise to release them if they agree.”

Yangulbayev claims that local officials maintain lists of “extremists” — those who don’t support regional leader Ramzan Kadyrov — whom they target in forced mobilization campaigns.

Some officials reportedly kidnap potential soldiers and try to extort money from their families, or threaten to rape or torture the family members of recruits to force them into the army.

Ramzan Kadyrov has repeatedly boasted on social media about the enthusiasm and high morale of Chechen fighters in Ukraine.

But the families of “volunteers” who have been killed or wounded receive limited or no help from the authorities, *The Insider’s* sources suggest.

Some family members say they have been denied the opportunity to give their loved ones a traditional burial due to authorities’ concerns that the ceremony could attract unwanted attention.

At least 1,360 Chechen residents have “volunteered” to fight in Ukraine since the start of the war, according to figures cited by the speaker of Chechnya’s regional parliament, Magomed Daudov. » Source : The Moscow Times, Chechen Authorities Using Threats and

Blackmail to Recruit Soldiers for Ukraine – Investigation, 16 juin 2022: www.themoscowtimes.com/2022/06/15/chechen-authorities-using-threats-and-blackmail-to-recruit-soldiers-for-ukraine-investigation-a78011.

Time Magazine, 12 avril 2023 :

« The State Duma, Russia's lower house of parliament, hastily approved a law on Monday making it more difficult to avoid the biannual draft, with the upper house poised to rubber-stamp the proposal and Putin expected to sign off on it. The law would allow electronic draft summons to be issued to draftees and would consider such summons formally received once it ends up in a person's digital mailbox. Those who are called up are immediately barred from leaving the country, and draft dodgers face penalties ranging from suspension of their driver's licenses to bans on taking out bank loans and mortgages. [...] »

Previously, conscripts had to be served—and sign—their draft papers in person or through their employers, which allowed dodgers to ignore or hide from the military. "Russia has had a problem with drafting for years even dating back to Chechnya," says Sussex, "and at times, only 10 to 15% would actually show up."

The Kremlin insists that the timing of the new law has nothing to do with another potential mobilization in the current war but is rather part of Russia's ongoing modernization of its call-up program. Sussex, however, says the move likely confirms that Moscow is facing a manpower shortage as it seeks to rejuvenate its flagging offensive in Ukraine. When Moscow rounded up potential combatants in September, it ultimately had to send thousands home because they were deemed "unfit for duty" and still reportedly ended up sending some barely trained conscripts as well as physically unfit elderly to the frontlines. » Source : Time Magazine, What Russia's New Crackdown on Draft Dodgers Says About Its Ukraine Offensive, 12 avril 2023: <https://time.com/6270857/russia-ukraine-conscription-law-draft-dodgers/>

USDOS, 20 mars 2023 :

« There were continued reports of abductions and torture in the North Caucasus, including of political activists, LGBTQI+ persons, and others critical of Chechnya head Kadyrov. [...] »

There were reports that security services sometimes held detainees in incommunicado detention before officially registering the detention. This practice usually coincided with allegations of the use of torture to coerce confessions before detainees were permitted access to a lawyer. The problem was especially acute in the Republic of Chechnya, where incommunicado detention could reportedly last for weeks in some cases. [...]

Authorities particularly infringed on the right to a fair trial in Chechnya, where observers noted that the judicial system served as a means of conducting reprisals against those who exposed wrongdoing by Chechnya head Kadyrov. [...]

Authorities punished family members for offenses allegedly committed by their relatives. For example, on November 21, the online news outlet Kavkaz.Realii reported that in the village

of Aldy, Chechen security forces abducted relatives of Movsar Zakriyev, who reportedly killed a traffic police inspector in Grozny and who was subsequently killed by Chechen law enforcement. » Source : US Department of State (USDOS), 2022 Country Report on Human Rights Practices: Russia, 20 mars 2023 : www.ecoi.net/en/document/2089062.html.

En tant que principale organisation d'aide aux personnes réfugiées en Suisse et faïtière des œuvres d'entraide et des organisations actives dans les domaines de l'exil et de l'asile, l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) s'engage pour une Suisse qui accueille les personnes réfugiées, les protège efficacement, respecte leurs droits fondamentaux et humains, favorise leur participation dans la société et les traite avec respect et ouverture. Dans sa fonction, l'OSAR renforce et défend les intérêts et les droits des personnes bénéficiant d'une protection et favorise la compréhension de leurs conditions de vie. Grâce à son expertise avérée, elle marque le discours public et exerce une influence sur les conditions sociales et politiques.

D'autres publications de l'OSAR sont disponibles sur le site www.osar.ch/publications. La newsletter de l'OSAR, qui paraît régulièrement, vous informe des nouvelles publications. Inscription à l'adresse www.osar.ch/newsletter.